

**LE FRONT NATIONAL  
A TOULON :  
de la sous-société des débuts  
à la contre société de juin 1995**

**Frédéric DELMONTE**

**Résumé d'un mémoire de maîtrise préparé sous la direction de M. Schor et soutenu à la  
Faculté des Lettres de Nice**

Pénétrer l'intimité d'un parti politique, est pour l'historien d'un riche enseignement. Cette étude vise à suivre dans le temps l'évolution interne de la fédération Front National du Var de ses débuts, en 1973 à la victoire des élections municipales de 1995. L'intérêt de cette approche était de pouvoir comprendre à un niveau humain, la réalité de l'implantation et de l'organisation du FN à Toulon, pour suivre l'évolution de ce parti, du regroupement de quelques militants qu'il était, à la première organisation politique du Var qu'il est devenu en 1995.

Les sources proviennent de trois origines: les témoignages des acteurs de cette période, la documentation de la fédération FN du Var et de quelques militants, les archives publiques (livres journaux...). Volontairement, la provenance de quelques renseignements n'est pas toujours mentionnée.

Trois axes de travail seront donc suivis: les hommes à la tête de la fédération, les dissidences, et le travail de militantisme.

Le premier véritable responsable frontiste dans le Var est le docteur René Communal. De ce personnage assez discret, on ne connaît pas grand chose. Les rares informations proviennent de rencontres avec quelques militants de l'époque, des articles de journaux à son sujet et de quelques tracts et lettres retrouvées dans des archives privées<sup>1</sup>

Au début des années 1980, le docteur Communal est à la retraite, et habite une villa dans un village proche de Draguignan. Pourquoi s'est-il installé dans le Var et comment ? Il n'est pas possible de répondre à cette question. Ce qui est certain, c'est que le responsable de la jeune fédération FN est un ancien de l'Algérie Française qui d'après certaines de ses lettres<sup>2</sup> n'a jamais accepté la perte de ce territoire. Pour cette raison, il fait partie de l'OAS, et toujours d'après ces mêmes sources, s'engage violemment contre le FLN et contre De Gaulle. Il est d'ailleurs d'après certains de ses écrits condamné à mort par les deux.

Dans ses courriers, celui-ci évoque souvent son «expérience malheureuse en Algérie». Depuis cette période, il a «toujours pensé que la droite suicidaire ne pourrait jamais s'implanter et lutter efficacement contre la gauche qu'à une seule condition: faire bloc en une union solide lors des consultations électorales». C'est une des principales causes de son attachement au FN et de son désir de rapprocher ce parti des autres mouvements nationalistes, extrémistes et royalistes. Dans l'état actuel de nos connaissances, nous ne pouvons apporter plus de renseignements sur les débuts de l'implication politique de ce docteur. Néanmoins, il apparaît évident que son engagement aux côtés du FN peut s'expliquer par son expérience malheureuse en Algérie. Dans un tract distribué à Brignoles en 1983, il écrit: «Quelle serait la réaction de Sidi Chadli de la République Socialiste Algérienne si les immigrés français, les Pieds Verts brûlaient un drapeau fellagah sur le forum d'Alger ?». Le docteur Communal est un militant convaincu et virulent. Dans une autre lettre de novembre 1983, il écrit: «jusque là, j'ai fait de la politique les armes à la main; depuis 30 ans, je me bats pour une patrie que j'ai perdue par la faute des Français.» Pour lui, être Pied Noir est «une question de tripes, de foi, de regrets et de souvenirs».

On s'aperçoit qu'à cette époque, la rhétorique politique du FN est constituée en grande partie des images et expériences des événements d'Algérie.

Dans une lettre de 1985, il se présente comme un catholique traditionaliste. A ce moment là, le docteur à la retraite est président du CNIP varois.

---

1 Ces sources proviennent de rencontres avec divers militants de l'époque qui ont bien voulu me faire part de leurs souvenirs, et me procurer le cas échéant quelques documents issus d'archives personnelles.

2 La plupart des lettres citées proviennent d'un rapport rédigé par le docteur Communal au sujet de son action dans le Var et envoyé à plusieurs responsables nationaux du Front national.

Le docteur Communal est un personnage atypique du FN à cette époque. Par son caractère dur, sa volonté de privilégier le terrain, plutôt que les directives de Paris,<sup>3</sup> ce docteur symbolise bien à Toulon et dans le Var la réalité du FN à cette époque. Son engagement en faveur du combat nationaliste est total, un peu à la manière de celui tenu autrefois de l'autre côté de la Méditerranée. C'est là une des caractéristiques fondatrices du FN dans ce département: ce parti doit beaucoup au moment de sa naissance à l'existence des anciens activistes de l'Algérie française. Cette coloration politique est d'une telle importance dans le Var qu'elle en vient à éclipser les autres aspects du Front. En fait, le docteur Communal ne s'engage pas en priorité pour le FN, mais pour la tribune que celui-ci lui procure afin de continuer ici symboliquement une lutte engagée ailleurs. En relisant ces quelques lettres et tracts, en analysant certaines photos de banquets sur lesquelles le docteur est présent on a l'impression que le FN en tant qu'appareil politique s'éclipse derrière d'autres combats communs, qui habitent beaucoup de militants frontistes et finissent par dépasser ce parti.

C'est pour cette raison, qu'écarté du FN, le docteur ne s'en éloigne jamais trop, et continue à graviter dans son entourage: le docteur par exemple continue à exercer sur les militants une certaine autorité, preuve que les liens affectifs et humains tiennent au sein du FN varois une plus grande importance que ceux hiérarchiques ou organiques. Une lettre est importante pour comprendre l'état d'esprit de ce personnage vis à vis du FN. Quelques mois après son exclusion, le docteur demande que l'on réexamine son cas, afin d'être réintégré au parti. Cette démarche montre qu'avant d'être un parti politique, le FN reste avant tout un groupuscule, qui relève plus des habitudes familiales dans les rapports entre ses membres que de celles d'une structure politique. Il y a quelque chose de passionnel entre les militants et leur parti.

Le docteur n'abandonne pas la politique après son départ du FN. En novembre 1985, il est élu président du CNI du Var, et milite d'après *Var-Matin* au Front d'Opposition National. En 1986, on le retrouve aux côtés de M. Mamy sur sa liste FNV.

C'est à cette période que, dégoûté de la politique il quitte discrètement le Var. Il a été impossible de rentrer en contact avec cette personne.

Monsieur G., un des membres historiques du FN dans le Var, est aussi de la même trempe. Sa famille habite en Afrique du Nord depuis cinq générations. Son grand-père est Pétainiste. M. G. raconte qu'il a été élevé dans une tradition très «droite».

A 15 ans, G. se sauve de son collège et milite de façon musclée et déterminée pour conserver l'Algérie française. Il fait partie des petits Ultras d'Alger. C'est à leur contact qu'il apprend l'action militante et se forge une volonté. A cette époque, il rencontre son maître à penser Claude Tenne, alias Marc Tenard, alias José Casabals, engagé de 1955 à 1961 au 1<sup>er</sup> REP, puis de 1961 à 1962 à l'OAS au Delta 1, avant d'être emprisonné à l'Ile de Ré. Il en est le seul évadé. G. fait partie de ce petit monde pendant les heures les plus dures. A 17 ans 1/2, il est obligé de rentrer en France. A cause de son engagement politique en faveur de l'Algérie Française, il sera plusieurs fois mis en prison.

En 1963, il arrive dans la région de Solliès-Pont dans le Var. C'est à cette époque qu'il trouve dans le journal local un appel aux volontaires pour rejoindre les Comités Tixier-Vignancourt. G. répond à l'appel. Il considère son engagement comme un devoir en faveur de l'avocat de Salan, et comme une obligation pour lutter contre le gaullisme et le communisme. C'est alors qu'il rencontre véritablement Jean-Marie Le Pen, après l'avoir croisé sur les barricades à Alger. Pendant son engagement aux côtés de Tixier-Vignancourt, il assure les fonctions de garde du corps et de chauffeur de l'avocat nationaliste. Il milite ensuite à Ordre Nouveau, et se rapproche du FN dès les débuts, d'après son témoignage.

---

<sup>3</sup> Il s'agit ici de son soutien à l'occasion des élections municipales de 1983 à Draguignan à la liste de droite conduite par M. Claustres.

G. s'attache à Jean Marie Le Pen parce qu'il estime avoir une dette envers ce député qui est allé se battre en Algérie pendant son mandat.

G. est en politique un homme d'honneur et de terrain, comme il aime à se définir. C'est en partie grâce à son dévouement que le FN va prospérer dans le Var. Il n'hésite pas à aller sur le terrain, comme il l'a toujours fait. Dans le Var, il s'occupe un certain temps de Toulon, mais se spécialise dans la sécurité et la vigilance.

L'engagement de G. au FN est symbolique de l'existence de ce parti dans le Var à ses débuts. Comme le docteur Communal et bien d'autres, il représente un FN dur et musclé, qui garde les habitudes d'un activisme récent. C'est ce qui est intéressant à retenir chez ce militant, dont le parcours est assez symbolique de la nature du FN à ses débuts dans le Var.

Monsieur D. représente aussi la période des débuts au FN. Il fait partie du groupe des fondateurs du front dans le Var. Policier de carrière, D. appartient au SAC. A sa dissolution après la tuerie d'Auriol, il entre naturellement au FN, parce qu'il recherche un engagement politique musclé. D. s'occupe au début de la section jeune, puis du secteur de Toulon, et accessoirement de la sécurité. Ce militant n'a aucun lien avec les événements d'Algérie. Pourtant, par son passé politique, il s'intègre naturellement au groupuscule frontiste dans lequel il retrouve certaines habitudes et méthodes.

En 1984, le FN change de tête dans le Var en même temps que de responsable. Ce changement de responsable doit répondre à un impératif de développement: le FN veut offrir au public une autre image et il doit aussi mieux s'organiser.

Bernard Mamy second responsable frontiste du Var correspond à cette image. Né le 13 décembre 1931 à Boulogne-Billancourt, il est le fils de Jean Mamy, alias Paul Riche, journaliste cinéaste et écrivain, rédacteur en chef de plusieurs journaux pendant la guerre et, «fusillé à la libération comme Brasillach et tant d'autres». Il est marié en première noce à Brigitte Lehideux, soeur de Martine Lehideux, député européen FN. Il se remarie en 1973. Il a quatre enfants.

Son parcours scolaire est intéressant. Il fréquente les lycées Rollin, Janson de Sailly puis va suivre des cours à la faculté de Droit à Paris. C'est là qu'il fait connaissance de Jean-Marie Le Pen.

Son parcours professionnel est riche et compliqué. De 1955 à 1957 il est agent technico-commercial d'Air France, collaborateur de Léon Delbecq, président du comité de salut public d'Algérie et du Sahara (1958), ingénieur à l'Union industrielle africaine (1958-1961), administrateur de la régie syndicale des transports d'Alger (1960-1961), ingénieur conseil à l'institut européen pour la promotion des entreprises, délégué général pour la Suisse (1962-1963), puis pour la Belgique (1964), vice président et directeur de Wofac-France (1965-1969), directeur (1969) à la compagnie parisienne d'ingénieurs conseils, créateur de la profession de conseil en conseil (1970), gérant de la société Audit service international (1970-1972), directeur général (1971-1974) de l'institut technique d'études et de recherches en écologie, et (1974-1976) de la société de micro informatique France, administrateur depuis 1975 de la chambre des ingénieurs conseils de France (CICF Ile-de-France), co-éditeur de l'annuaire biographique VIP. puis enfin antiquaire dans le Var. M. Mamy par ses compétences professionnelles est d'un grand secours pour le FN: au niveau des relations humaines, mais surtout de l'informatique. C'est lui qui dote le Front au niveau national et dans le Var d'un système informatique.

Son parcours politique est aussi riche que son parcours professionnel. En 1949 il est adhérent au quartier Latin de divers mouvements nationalistes. Il participe à la rédaction du journal « Contre Révolution ». En 1951 il rencontre Jean-Marie Le Pen. Il est adhérent aux JIP, avec A. Jamet futur secrétaire départemental du FN dans l'Hérault. De 1952 à 1956 il

est sous-lieutenant engagé volontaire en Tunisie. En 1956 il est responsable pour la Seine-et-Oise des jeunes du mouvement Poujade (UDJF), dont le président est Le Pen. En 1957, il participe à l'organisation de la Caravane pour l'Algérie française. A cette époque, il croise à nouveau la route politique de Jean-Marie Le Pen, en étant membre du Front National Combattant, dont le président est Le Pen. Malgré trois enfants, il est engagé volontaire en Algérie, au grade de lieutenant commandant de compagnie. En 1958, Bernard Mamy reste en Algérie et participe pleinement au comité de Salut Public. En 1960 il est commandant en second de l'unité territoriale de choc d'Alger, fer de lance des barricades. Il est élu le 29 mai 1960 conseiller général d'Alger avec l'appui de Jean-Marie Le Pen sur la liste de Pierre Lagaille., «Algérie française». En 1961, il participe activement et logiquement au Putsch d'Alger. Inculpé d'atteinte à la sûreté de l'Etat par De Gaulle, il rejoint les mouvements clandestins.

Son implication pour l'Algérie française est pour un personnage de l'extrême droite et de la droite nationaliste un excellent curriculum vitae qui permet d'ouvrir bien des portes et des réseaux, surtout dans le Var. Il est à noter, que M. Mamy fait toujours partie de ceux qui participent à la prise des décisions. De plus, natif de métropole, M. Mamy peut jouir aux yeux des Pieds Noirs d'un certain statut, puisque natif de métropole, il s'est engagé aux côtés des plus ardents défenseurs de l'Algérie française.

De 1962 à 1965, M Mamy réside en Suisse et en Belgique, où par le biais des réseaux nationalistes il arrive à trouver du travail. En 1965 date de sa rentrée en France, il rejoint les Comités Tixier Vignancourt. En 1967 il se présente comme candidat dans l'Essonne sur les listes Tixier. Le secrétaire général de ce mouvement n'est autre que Jean-Marie Le Pen.

En 1969, Bernard Mamy s'éloigne politiquement de Jean-Marie Le Pen. Après la mort de De Gaulle, il dirige dans les Yvelines la campagne de Poher contre Pompidou. Il est ensuite candidat PDM aux législatives suivantes à Versailles. Son parcours politique rejoint celui de la droite plus classique, comme une partie des militants de l'Algérie française. De 1970 à 1974, il est membre du comité directeur du PDM dans les Yvelines. Il le quitte quand le PDM devient le CDS. En 1977, il est élu président de la commission municipale chargée de gérer la commune de Magny Le Hameaux. Il adhère au PR dans les Yvelines. En 1979, il est élu président de la commission municipale. La même année, il démissionne du PR, en désaccord avec la politique de Giscard.

Pendant quelques années son parcours politique est flou ou inexistant. C'est seulement en 1983 que Bernard Mamy se rapproche de Jean-Marie Le Pen qui lui demande de venir lui donner un coup de main pour organiser le front. C'est-à-dire s'occuper de l'informatique et d'améliorer l'organisation. En 1984, il est nommé délégué national à l'organisation interne du FN, puis secrétaire départemental du Var. Il est 24e sur la liste FN pour les élections européennes. En mars 1985, il fait l'objet d'une information judiciaire pour coups et blessures contre un colleur d'affiches. Aux élections cantonales de 1985, il réalise le meilleur résultat du FN en France.

Par son passé politique, ses connaissances au sein de l'extrême droite, notamment ses rapports avec Jean-Marie Le Pen, par son poids politique, il est le patron d'une des plus importantes fédérations FN, M. Mamy a la carrure nécessaire pour se présenter aux élections législatives de 1986 et devenir député.

Le parti en décide autrement. En octobre 1985, Jean-Pierre Stirbois nomme Yann Piat à sa place au secrétariat varois. En dédommagement, il est nommé formateur des élus régionaux. M. Mamy est écarté de la tête de la fédération varoise, et perd donc par la même occasion de son influence sur les destinées nationales du parti de Jean-Marie Le Pen.

Celui-ci ne s'estime pas vaincu pour autant. En mars 1986, Bernard Mamy se présente en tête de liste pour les législatives et régionales, non pas sur la liste FN, mais sur celle de la

Fédération Nationaliste Varoise, qu'il vient de créer en compagnie des anciens responsables FN du Var.

Le 11 octobre 1988, à l'occasion du départ de Yann Piat, M. Mamy s'exprime dans *Var-Matin*. Il se réjouit de l'exclusion de Piat, et précise: «Depuis 3 ans, nous avons maintenu le contact avec les militants et les électeurs qui ne comprenaient pas que la direction puisse avaliser les reniements successifs de la prétendue filleule de Le Pen.» Il appelle au regroupement dans les structures existantes.

La richesse du parcours de M. Mamy est intéressante à plusieurs points. De par ses origines familiales et son propre parcours politique, ses connaissances et ses implications personnelles en faveur de l'Algérie française, Mamy représente au sein du FN, une certaine continuité avec de la droite nationaliste française depuis la Libération. Sa présence au FN démontre bien que ce parti a bien une histoire et des racines.

L'arrivée de Mme Piat à la tête de la fédération du Var à la suite de Bernard Mamy est mouvementée. Mettre à cette époque une femme à la tête d'une des fédérations les plus dures est quelque chose d'osé. C'est l'avis de la plupart des militants interrogés à ce sujet. Yann Piat n'est pourtant pas une nouvelle venue dans le Var et encore moins au FN. Elle fait partie des anciens de ce mouvement dans le département, puisqu'elle assiste à la réunion fondatrice de celui-ci. Elle s'occupe même pendant un moment du secteur de Hyères. On peut penser que la «filleule» de Le Pen est pressentie pendant un moment pour prendre la suite du docteur Communal. En effet, à l'occasion d'une réunion du FN varois, le docteur Communal rapporte la présence encombrante et envahissante de Yann Piat à la tribune aux côtés de Jean-Pierre Stirbois, alors que lui ne peut s'exprimer. Dans une lettre de Jean-Marie Le Pen, adressée aux militants du Var à l'occasion de la nomination de Yann Piat à la tête du département, celui-ci écrit que Yann Piat «a déjà exercé cette responsabilité par le passé». Bien évidemment, il n'en est rien. Mais cette phrase peut vouloir signifier deux choses: une erreur de mémoire, ou une volonté de modifier le passé pour justifier la venue de Yann Piat.

Yann Piat constitue l'amorce d'un tournant pour le FN dans le Var. En effet, elle n'a pas un passé de militant d'extrême droite, ni même un itinéraire personnel qui permette de la comparer à d'autres responsables ou cadres du FN de l'époque. Mme Piat n'a pas connu la guerre d'Algérie, ni les comités Tixier, encore moins l'activisme politique des clubs ou mouvements politiques. Politiquement, Yann Piat découvre tout avec le FN, comme elle l'écrit dans son livre. En politique elle est aussi novice qu'acharnée.

Sans tenir compte de ses propres qualités et de ses liens avec le président du FN, c'est en partie en utilisant le symbole de son itinéraire<sup>4</sup> (mère AFAT, pro-Algérie française, père militaire décédé et inconnu, enfance difficile...) que Yann Piat peut s'imposer au devant de la société frontiste du Var. Involontairement, son parcours familial est caricatural de celui de beaucoup de militants d'extrême droite.

Yann Piat naît le 12 juin 1949 à l'hôpital de Saïgon, d'une mère militaire. Son père, un officier parachutiste, reste inconnu. C'est un prêtre qui le traîne à la maternité, le jour de la naissance de sa fille. Il est né en Bretagne et est tombé à Diên Biên Phû, tout cela d'après la mère de Yann Piat. Mais Yann Piat connaît très peu de chose de sa mère, et surtout de son père. Yann Piat, native d'une colonie, est issue de parents militaires engagés dans la défense des territoires français d'Outre-Mer.

A 18 mois, elle rentre en France, où elle est confiée à un couple de gardiens à Boulouris, près de Saint Raphael. C'est là qu'elle passe une bonne partie de son enfance, avec d'autres gamins que gardent dans la journée ses «grands-parents» adoptifs. Sa mère Luce, ne fait que très courts passages, en fonction de ses permissions. Elle est toujours en Indochine, puis en Algérie. Vers quatre ou cinq ans Yann Piat rencontre pour la première fois Jean-Marie

---

4 Cf. la lettre de présentation adressée aux militants à son retour dans le Var, qui reprend les événements marquants de sa vie.

Le Pen. Ami de sa mère depuis la guerre d'Indochine, ce «grand légionnaire» vient rendre visite à Luce à Saint Raphael. Toujours dans ce livre, Yann Piat raconte que sa mère va alors vivre un certain temps à Paris, avec Jean-Marie Le Pen. Yann Piat a donc l'énorme avantage d'être une «très» proche du futur président du FN.

Luce milite secrètement à cette époque pour l'Algérie française. Activiste au sein de l'OAS, elle est arrêtée, puis emprisonnée. Le portrait de Yann Piat s'enrichit donc d'une mère dont l'engagement en faveur de l'Algérie française est des plus acharnés, ce qui dans le Var à cette époque est un atout pour diriger la fédération frontiste.

A cette époque, Yann Piat perd tout contact avec sa mère. Luce Millet, décide en effet d'accentuer son engagement en faveur de l'Algérie française.

A l'âge de 15 ans, Yann Piat est donc confiée contre la volonté de ses grands-parents adoptifs, à l'assistance publique de Draguignan. A un peu moins de 20 ans, elle la quitte pour aller s'installer à Hyères où elle travaille quelques temps pour un opticien Le 25 janvier 1969, à 20 ans, elle se marie avec un marin de 24 ans, et part pour Lorient. Sa première fille naît là-bas. Yann Piat a 21 ans. Elle fait ensuite un bref passage par Brest. C'est à cette époque, qu'un beau jour, toujours d'après son livre elle voit Jean-Marie Le Pen pour la seconde fois. En compagnie de sa femme Pierrette, l'ancien député vient prendre des nouvelles de celle qui se présentera bientôt comme sa filleule de coeur.

Après son divorce, Yann Piat descend s'installer à Toulon. A l'époque, il n'est toujours pas question de politique. Elle travaille comme décoratrice, et écrit des romans. «Cheval Fou» est refusé par un éditeur. A cette époque, elle ne démontre aucun besoin de s'engager politiquement.

En septembre 1977, elle se marie en Bretagne avec un aviateur. Elle n'y fait qu'un bref séjour, puisqu'en 1979, elle vient s'installer de nouveau à Hyères, au Mont des Oiseaux. De son second mari, elle a une deuxième fille.

C'est par Jean-Marie Le Pen qu'elle entre en politique en 1983. Le président du FN lui adresse une lettre pour l'informer d'une réunion dans le Var en présence de Jean-Pierre Stirbois. A l'époque, par le manque de militants, elle se voit confier le secteur de Hyères. Bien entendu, Yann Piat ne dispose d'aucune formation politique. Elle apprend donc tout sur le terrain. Formée à la rude école du militantisme frontiste des débuts, Yann Piat est une autodidacte en politique. Comme elle le confesse dans son livre, elle ne connaît que la réalité de l'engagement «BBR».

Elle doit quitter le département pour suivre son mari dans les Landes. A la fin de l'été 1985, Yann Piat rentre dans le Var, avec ses filles, mais sans son mari. Elle doit reprendre en main la fédération varoise, tâche difficile, puisque l'ancienne équipe n'est pas disposée à partir, et à accepter les changements imposés par la filleule de Le Pen et Jean-Pierre Stirbois.

Mme Piat est sans aucun doute la responsable que l'on remarque le plus à la tête du FN dans le Var sans qu'elle soit la plus compétente ou importante. De par sa formation: elle ne fait partie avant son entrée au FN d'aucun mouvement politique. Elle apprend tout au FN. A cause de son manque d'expérience, il apparaît évident qu'elle rencontre, surtout au début, de nombreux problèmes au sein d'une fédération qui a du mal à l'accepter. Malgré cela, les militants qui «servent» sous ses ordres gardent d'elle une image plutôt positive et attachante. La «môme Piat» est plutôt dynamique, chaleureuse, et sympathique. On se souvient d'elle aussi par son engagement politique mouvementé et malheureux. Son départ du FN et de la tête de la fédération est vécu comme une haute trahison, mal acceptée de la tête à la base du FN. Enfin, sa tragique disparition, même si, à cette époque, elle est attachée à un autre parti, n'est pas faite pour que l'on gomme son existence.

L'arrivée de l'actuel responsable du FN dans le Var constitue le changement le plus important. Premièrement, parce qu'une grande partie des responsables de l'époque Mamy et Piat ne figure plus au sein du nouveau bureau départemental, mais aussi parce que bon

nombre d'entre eux quittent le FN ou en sont écartés. Ensuite, parce que Jean-Marie Le Chevallier n'est ni un ancien de l'Algérie française, ni un cacique de l'extrême droite française. Son itinéraire politique ressemble à s'y méprendre à celui d'un homme politique de droite traditionnelle, et c'est ce qui est ici important à retenir. Nouveau «patron» de la fédération, Jean-Marie Le Chevallier représente le changement le plus important en terme d'image que connaît le FN dans le Var, à la manière du FN en général. Jean-Marie Le Chevallier, par ses fréquentations, sa première belle famille, puis la seconde, son passage au cabinet de Jacques Dominati, ses fréquentations avec Jean-Marie Le Pen à la fin des années soixante-dix représente cette droite qui a été dans la droite pendant de nombreuses années et qui par conviction ou opportunisme a rejoint en partie au fil des années le FN. Les déchirements qu'a connus la droite à la suite des élections régionales de 1998 en sont une illustration récente. L'arrivée de Jean-Marie Le Chevallier et de sa nouvelle équipe enlève donc au FN son image de «gros bras», pour lui donner un aspect plus «lisse».

Jean-Marie Le Chevallier est né le 22 novembre 1936 à Sceaux dans le département de la Seine. Il est le fils de Charles Le Chevallier, adjoint au maire de Sceaux et de Blanche Trousselier, sage femme.

Jean-Marie le Chevallier fait ses études au lycée Lakanal à Sceaux, avant de sortir diplômé du centre de formation des assistants techniques du commerce.

Jean-Marie Le Chevallier se marie en premières noces à Melle Chiappe. Le père de sa première femme est exécuté à la Libération, pour fait de collaboration. Son oncle, est le fameux préfet de Paris du 6 février 1934, proche des ligues. C'est par son beau-frère, que Jean-Marie Le Chevallier rencontre Jean-Marie Le Pen dans les années soixante-dix. De ce premier mariage, le futur maire de Toulon a trois enfants, dont un décède par la suite. Il épouse sa deuxième femme le 22 novembre 1985. Cendrine Chereil de la Rivière appartient à la bonne et riche noblesse royaliste.

Son parcours professionnel est intéressant. Il regroupe des postes le plus souvent à responsabilité. De 1957 à 1958, il est agent de liaison à la société Entrepouse, de 1959 à 1963, il est responsable des ventes à la société Paillard Bollex, de 1964 à 1965 il est assistant technique du commerce à la chambre de Commerce et d'industrie de Rennes, et de 1966 à 1974 fondateur et directeur général du comité de productivité d'Ile-et-Vilaine.

Le parcours politique de Jean-Marie le Chevallier n'est pas ce qu'il y a de plus commun au FN dans le Var. Si avec M. Mamy, Jean-Marie Le Chevallier est sûrement le plus qualifié des dirigeants FN du Var, son parcours politique est atypique. Il ressemble plus à celui d'un homme politique de la droite classique qu'à celui d'un responsable de l'extrême droite. En effet, M. Le Chevallier exerce pendant plus de quinze ans divers postes à responsabilité dans des cabinets d'hommes politiques sans vraiment apparaître au devant de la scène. De 1971 à 1972 il est fondateur de la fédération d'Ile-et-Vilaine des Républicains Indépendants, et en devient naturellement secrétaire. Il devient ensuite chef du cabinet de Jacques Dominati qui est secrétaire général des RI, et, sur un autre registre, parrain d'une fille du président du FN. Il exerce aussi le poste de chargé de mission, puis directeur du service de presse au cabinet de Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants. En 1978, Jean-Marie Le Chevallier est chargé des contacts avec les petites et moyennes entreprises pour le compte de l'association pour la démocratie dirigée par M. Bassi qui soutient les caisses des dirigeants les plus exposés contre la gauche aux législatives de 1978. De 1980 à 1981 il est secrétaire général du conseil de la Croix Rouge Française. C'est en 1979 qu'il entre au FN. En 1983 il est nommé directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen.

Jean-Marie Le Chevallier est un proche du président du FN. En 1976, après l'attentat de la Villa Poirier, la famille Le Pen se réfugie pendant quelque temps chez Jean-Marie Le Chevallier. C'est donc naturellement, par ses compétences, et ses relations avec Jean-Marie le Pen qu'il s'occupe de son cabinet et devient un de ses plus proches collaborateurs.

En 1984, juste retour d'ascenseur, Jean-Marie Le Chevallier qui connaît des problèmes financiers habite chez Le Pen. Ce geste d'amitié a son importance dans les rapports politiques des deux hommes.

Par la suite, l'importance de Jean-Marie Le Chevallier ne cesse d'augmenter au FN. En 1984 il est élu député européen sur la liste «Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries». Il est membre du bureau politique, et est nommé trésorier du groupe des droites européennes au parlement européen. En 1985, il se présente dans sa ville natale aux élections cantonales.

Son arrivée dans le Var se fait à la mi-mai 1988. Jean-Marie Le Chevallier se présente dans la circonscription de Fréjus pour «contrer» François Léotard. C'est lui qui quelques mois après reprend en main la fédération du Var à la suite de Yann Piat. Il publie en 1989, «*Immigration en Europe: attention danger*». Jean-Marie Le Chevallier est présenté par les observateurs de la vie politique comme calme et discret, mais surtout comme différent des autres responsables du Var. En effet, celui-ci s'efforce de donner dès les élections municipales de 1989, une nouvelle image au FN, et de nouveaux objectifs. Il gomme dans le Var les aspérités du Front et définit ses objectifs: dorénavant, la priorité du FN est de concentrer ses efforts sur Toulon. Jean-Marie Le Chevallier est l'homme de la conquête de Toulon. Conquête personnelle, puisque il se trouve toujours au premier rang de la bataille, tête de liste aux municipales, candidat aux cantonales, législatives; mais aussi conquête collective, puisqu'il mène le F.N à la bataille sur Toulon.

Le FN en plus de quinze ans d'existence véritable à Toulon et dans le Var a connu de nombreux changements au sein de son bureau fédéral. Changement de personnes, mais aussi dans l'origine politique ou sociale de ceux-ci. Il est donc intéressant d'analyser les raisons de ces mouvements, et sur la façon dont ils se produisent.

On ne peut pas écrire l'histoire du FN à Toulon, sans évoquer ses dissidences et ses oppositions internes. Le front à Toulon et dans le Var a connu dès ses débuts de nombreuses dissidences personnelles ou de groupe.

Des crises internes du FN dans les années soixante dix, on ne connaît presque rien. Cette absence d'information est due à l'enfance difficile de ce parti qui reste à l'état de groupuscule, et n'est «dirigé» que par quelques personnes issues pour la plupart de mouvements politiques extrémistes et peu importants.

A l'occasion des élections législatives de 1978, un article de soutien aux candidats du PFN, apporte néanmoins une information sur cette réalité. Il est signé «J. Aubanel, ancien secrétaire départemental du FN». Cette révélation est surprenante. Le premier véritable secrétaire départemental du FN dans ce département est en exercice en 1983. Avant, le F.N fonctionne par la force de ses militants. Il n'est pas structuré, et les seuls liens entre les militants se résument à ceux de «camarades» de parti. A cette époque, le PFN occupe toute la place politique du nationalisme. Par ses moyens, le nombre de ses militants, ses structures et son implantation, il éclipse totalement le FN, qui est réduit à un groupe de quelques adhérents. Les rivalités entre militants nationalistes se trouvent entre ceux qui soutiennent le PFN et ceux qui préfèrent le FN. Aubanel fait partie du comité de soutien aux candidats du PFN. En tant que tel, il appelle les électeurs nationalistes à voter en faveur du PFN dans le département. Un seul candidat FN se présente dans la 2e circonscription du Var contre un candidat PFN. Aubanel écrit dans le quotidien varois: «que cessent tout d'abord les rivalités de chapelle, les querelles de chefs groupusculaires et crépusculaires, folklore qui n'est pas sans expliquer l'éclipse de notre famille politique. Un regroupement autour du seul noyau existant ici, le Parti des Forces nouvelles, tel doit être le mot d'ordre.» Cet article peut être interprété de deux sortes. Ou bien il s'agit d'une manoeuvre du PFN, pour attirer à lui l'électorat du FN, et concurrencer ce parti. Ou bien, il met à jour l'opposition entre les militants FN d'alors, entre ceux qui sont pour un soutien au PFN, et ceux qui sont pour un FN

indépendant. Dans tous les cas, il montre que le FN demeure dans une marginalité politique certaine.

Les premières véritables sources sur les problèmes internes du front remontent aux années 83-84. A cette époque, le front cherche à se donner une nouvelle image, et à structurer ses différentes fédérations. C'est l'époque des premiers succès et de l'apparition du parti de Jean-Marie Le Pen dans les médias. Ce parti cherche à acquérir une image de responsabilité politique, pour préparer entre autres les élections européennes. Pour le FN, la traversée du désert s'achève, au niveau national comme local.

Le 27 février 1984 le secrétaire général du FN, Jean Pierre Stirbois, adresse une lettre (circulaire n°17:1984/.) aux militants du Var pour leur annoncer la dissolution officielle du bureau et la nomination à titre provisoire de M. Mamy comme secrétaire de la délégation du Var. Cette dissolution et la convocation devant la commission de discipline de plusieurs responsables locaux, dont l'ancien responsable de la fédération, et la nomination d'un nouveau responsable sont justifiées, par les mauvais résultats obtenus aux élections de la Seyne-sur-Mer, «l'indiscipline» de certains militants, et par les «incidents» qui ont émaillé la campagne électorale. Ce sont les explications officielles. Même si elles sont en partie justifiées, la décision d'exclure le docteur Communal et une partie de son équipe peut s'expliquer autrement.

La rupture a mûri pendant de long mois. Elle est le fruit d'une absence de communication entre les responsables parisiens et varois et de divergences de points de vue. Cette situation est évoquée dans un rapport adressé aux responsables nationaux du FN. L'étude de cette période à travers ce rapport est instructive.

Le 25 mars par une lettre envoyée depuis Paris, M. Mamy nouvellement nommé responsable du FN dans le Var prend contact avec les militants du département. M. Mamy est bien entendu un inconnu dans le Var, même s'il y dispose d'une résidence. Cette lettre a pour intention de les informer de la réorganisation de la fédération du Var. Elle annonce la comparution devant le conseil de discipline du docteur Communal. A cette époque, plusieurs des responsables locaux sont appelés à comparaître devant cette commission.

Le 4 mai 1984, après plusieurs mois de flottement, où il est malaisé de savoir qui fait quoi et comment est gérée effectivement la fédération du Var, M. Mamy écrit au docteur Communal pour régler quelques problèmes de passation de pouvoir. Par cette lettre envoyée de Paris, M. Mamy entend régler les problèmes courants et prendre les choses en main. A cette occasion, le caractère et la conception personnelle des affaires du front à cette époque apparaissent au grand jour. Le docteur Communal semble avoir gardé une bonne partie du matériel de la fédération. Il est d'ailleurs difficile de savoir si ces moyens appartiennent directement au FN, ou si ce matériel est mis à la disposition du parti par des militants. D'après la lettre de M. Mamy, celui-ci aurait conservé la liste des adhérents, une photocopieuse, et divers objets utiles au bon fonctionnement du parti.

Le 9 mai 1984, Le docteur Communal répond à la lettre du 4 mai de M. Mamy. Le 16 mai, M. Mamy répond à son tour au docteur Communal.

Le 18 mai, par lettre, le docteur Communal avertit M. Mamy de sa volonté de comparaître devant une commission spéciale pour statuer sur son cas. Il informe en outre M. Mamy de l'envoi d'un rapport volumineux concernant son éviction du Front. Ce rapport a été adressé par lettre recommandée à MM. Le Pen, Le Chevallier, Stirbois, Collinot, Malagutti et Dupuch. Dans ce rapport daté du 17 mai, le docteur Communal rappelle les événements qui l'ont amené à se retrouver dans cette situation d'exclusion. Il incrimine l'attitude des responsables parisiens. Les différents points du rapport reprennent, depuis la nomination du docteur Communal à la tête de la « fédération », les divergences, les incompréhensions et la mauvaise communication entre le bureau politique de Paris et celui du Var. Ce rapport solidement argumenté, et comprenant plusieurs pièces justificatives de la situation et de

l'organisation de la section varoise permet de comprendre le fonctionnement interne du FN dans le Var, et d'apprécier les relations à cette époque entre Paris et la province. Il est donc intéressant de revenir sur quelques points de ce rapport, et d'expliquer quelques unes des pièces justificatives jointes.

Dans une lettre manuscrite datée du 6 octobre 1983, le docteur Communal se plaint de la mauvaise communication entre Paris et le Var. Il regrette que trois de ses derniers courriers n'aient pas obtenu de réponse, et évoque des «bruits» au sujet de l'inaction de la fédération varoise. Pour faire taire ces rumeurs, le docteur Communal rappelle les actions marquantes de la fédération.

Par la force des choses, plus que par volonté, la fédération du Var fonctionne de façon autonome. Elle peut vivre sans recevoir des ordres, ou des aides de Paris. C'est quelques uns des griefs qui seront faits au docteur Communal et à son équipe. Il reste maintenant à savoir si ce silence épistolaire du bureau central est volontaire, ou technique. D'après les courriers retrouvés et les personnes interrogées, le docteur Communal ne fait plus tout à fait l'affaire à Paris. On lui reproche sa trop grande indépendance dans les décisions qu'il prend.

En effet, Yann Piat,<sup>5</sup> décrit le docteur «comme un boiteux au caractère ombrageux». De plus, le docteur Communal est un ancien activiste de l'Algérie française. Il aurait fait partie de l'OAS, et à ce titre, en terme d'image, il ne convient plus à la tête d'une fédération qui peut être amenée à jouer un rôle important. Comme l'on rapporté plusieurs militants, «on ne met pas la même personne à la tête d'une fédération de quelques personnes, et d'une fédération de plusieurs dizaines, voir centaines d'adhérents». M. Mamy a l'avantage par rapport au docteur Communal de faire partie du bureau politique du front, et d'avoir une solide connaissance en gestion des ressources humaines, en plus d'être une connaissance de longue date de Jean-Marie Le Pen. D'après G. Bresson et C. Lionet, auteurs d'une biographie de Jean-Marie Le Pen, M. Mamy s'est occupé de trouver de nouveaux locaux pour le FN à cette époque, et a informatisé sa gestion administrative. Le docteur Communal a aussi des idées bien arrêtées sur ce que doit être son engagement politique au sein du FN, et sur l'orientation qu'il doit donner à ce parti dans le Var. Mais à n'en pas douter, c'est surtout sa volonté de regrouper les partis nationalistes et extrémistes au sein d'un même mouvement politique qui aura pesé dans la balance. Cette position va à l'encontre de l'attitude officielle adoptée par les dirigeants nationaux du FN. On retrouve trace de sa volonté d'unir tous les partis de «droite nationale» dans une lettre datée du 20 novembre 1983, et adressée à MM. Le Pen et Stirbois. Le responsable du Var est en contact avec les autres partis extrémistes et nationalistes: PFN, royalistes, CNIP... Mais le docteur Communal pose aussi des problèmes à la direction nationale à cause des élections municipales de Draguignan. Dans un premier temps, le FN, en la personne du docteur Communal réalise un accord de soutien à la liste d'Opposition Nationale conduite par M. Claustre (article dans *Var-Matin* du 11 novembre 1983). Mais, cette initiative ne convient pas à la direction nationale qui a maintenant l'opportunité de monter une liste FN. Cette liste, comme il est à prévoir ne reçoit pas un soutien franc de la population. Une partie semble-t-il de ses représentants appelle à voter au second tour pour la gauche, ce qui apparemment ne convient pas au docteur Communal. Invité à s'exprimer à une réunion de M. Claustre, le docteur appelle à voter pour la liste de l'Opposition Nationale. Par cette intervention, le responsable du FN dans le Var fait apparaître des divergences au sein du jeune mouvement.

Dans une lettre suivante le docteur Communal revient sur les principales actions du FN dans le Var, et souligne l'activité de cette section. Le ton final de la lettre est cordial, mais une certaine ironie a du mal à cacher quelques rancœurs tenaces.

---

<sup>5</sup> Piat (Yann), *Seule tout en haut à droite*, Fixot, 1991.

Le 20 novembre 1983, le docteur Communal paraît ne plus se faire d'illusion au sujet de sa situation conflictuelle avec le FN. Il écrit son désir de quitter la France et ne plus faire confiance à ses «défenseurs». Pourtant, et il faut le remarquer, il réaffirme sa volonté de rester au front et de continuer à le servir. Il écrit dans cette lettre, «nous voulons simplement vous aider de façon la plus efficace et non vous servir aveuglément». Le litige porte sur la façon d'envisager les rapports d'autorité entre le bureau parisien et celui du Var.

Dans une lettre du 29 novembre 1983 adressée à MM. Stirbois et Bompard, le docteur Communal met encore en avant les problèmes de communication entre Paris et le Var. Celui-ci se présente comme gêné par ces problèmes du fonctionnement de la fédération.

Depuis un peu plus de huit mois, la situation du docteur Communal n'a pas trop évolué au sein du FN. Un nouveau bureau départemental est en place, dont M. Communal est exclu. Celui-ci pourtant ne semble pas avoir totalement baissé les bras. Au 1er novembre 1984, le docteur Communal envoie au délégué départemental une lettre lui demandant des éclaircissements concernant sa situation au sein du FN. Il veut comprendre les raisons de son éviction. Il souhaite qu'on lui explique les raisons de son limogeage, qu'on lui donne les motifs du refus de sa nouvelle inscription au FN, et veut qu'un vote officiel intervienne sur son cas, comme le bureau va le faire au sujet de Daniel Garcin.

Le docteur Communal n'en reste pas là dans son désir de continuer d'agir en politique. Nous retrouverons donc ce personnage un peu plus loin.

Pour l'heure, il est intéressant de revenir sur la nomination de M. Mamy à la tête de la fédération du Var. Si le «départ» du docteur Communal n'est pas allé sans poser de problème, l'arrivée de M. Mamy ne s'est pas faite dans le calme non plus.

Après le renvoi du premier véritable responsable frontiste du Var, les militants interrogés constatent que plus personne au sein de la fédération ne voulait continuer à travailler. Le renvoi du docteur Communal et celui de plusieurs responsables sont en effet très mal vécus. Cet événement est considéré comme un dictat de Paris, et la nomination à la tête du Var d'un Parisien, même ami personnel de Le Pen n'est pas faite pour arranger les choses. En pleine campagne des élections européennes l'arrivée de M. Mamy pour remettre de l'ordre et réorganiser le FN dans le Var sonne comme une insulte.

C'est par l'intermédiaire d'un avocat Toulonnais que l'affaire va en partie se régler. A cette époque, M. Pieroni,<sup>6</sup> avocat atypique du barreau de Toulon, ancien responsable varois du CNIP, ancien des comités Tixier, et responsable de la fédération dissidente du CNIP du Var veut se présenter dans le cinquième canton de Toulon. M. Pieroni, sur lequel on va revenir dans un instant, fleurit non seulement avec les idées du FN, mais aussi avec son appareil politique. Il est l'ami de plusieurs responsables varois du FN, avec lesquels il partage des engagements politiques anciens. M. Pieroni, ne cache pas son désir de rentrer au front, ou tout du moins de bénéficier de son soutien.

M. Mamy contacte donc M. Pieroni au nom du FN, et lui demande de réunir les responsables du département de la part de Jean-Marie Le Pen, qui lui a confié comme mission de préparer les élections européennes dans le Var, ou de sauver ce qui peut l'être. En clair, il doit remettre le FN sur les rails. La première réunion, d'après des personnes interrogées, de M. Mamy et des militants et cadres du FN du Var s'est donc tenue dans un restaurant sur la RN 8 à Ollioules. Près de 80 personnes y participent. A la table se tiennent MM. Mamy, Pieroni et Berti. M. Mamy se présente avec une lettre du président du FN, et expose sa volonté de tout réorganiser dans le Var. Cette décision provoque chez les militants présents une vive opposition, pour ne pas dire une réaction musclée. Devant le refus des militants de se remettre «au travail», un contrat moral est décidé entre les Varois et M. Mamy. Le docteur Communal, absent lors de cette réunion, mais contacté par téléphone, aurait donné son accord.

---

6 M. Pieroni sera radié du tableau de l'ordre des avocats par le conseil de discipline.

Celui-ci porte sur le maintien de l'organisation actuelle du FN en cas d'un score supérieur à 15%. Dans le cas contraire, l'équipe en place devrait démissionner, et suivre les instructions de M. Mamy.

La bonne surprise des élections européennes a donc pour la fédération du Var un double avantage: elle lui permet de se faire connaître, mais aussi, elle lui évite l'implosion. Plusieurs des anciens responsables exclus réintègrent le parti, grâce au travail qu'ils ont fourni pendant la campagne.

Le Front fait partie désormais des «grands», et son heureux résultat lui ouvre d'autres perspectives que l'action militante isolée. Dans le milieu politique toulonnais très marqué à droite, le FN permet à certains d'envisager de nouvelles perspectives politiques. En fait, le FN attise les convoitises de certains.

C'est le cas de M. Pieroni, éminent membre du CNIP local annonce le 19 septembre 1984 dans *Var-Matin* qu'il sera le candidat du FN dans le cinquième canton de Toulon pour les prochaines élections cantonales. A cette époque, le CNIP varois fait sécession du Bureau National. M. Pieroni, connu pour son engagement «pro Algérie française» et son passage aux cotés de Tixier-Vignancourt, apparaît souvent à la rubrique «faits divers» des quotidiens locaux. Le 28 septembre 1984 par exemple, on le dit mêlé à une affaire de proxénétisme. L'avocat aurait obtenu de façon irrégulière d'un petit malfrat le versement, en espèces de ses honoraires. Cette histoire vraie ou fausse n'est pas faite pour arranger son image politique à quelques mois d'une nouvelle échéance. Il est possible que cet épisode, arrivé au bon moment relève d'une manipulation.

Le 17 octobre 1984, M. Mamy envoie un courrier à M. Pieroni et l'informe qu'il ne peut pas être candidat FN dans le 5e canton. Le parti préfère pour faire un bon score, investir un notable ou une personnalité de l'appareil frontiste. Après une réunion au palais de l'Etoile, le 4 novembre 1984, où un vote à bulletin secret écarte la possible adhésion de cet avocat, les choses vont s'accélérer. Le 6 novembre 1984, un adhérent se déclare choqué du refus du bureau d'accepter la candidature de M. Pieroni. Dans sa lettre, il rappelle le dévouement de l'avocat pendant la campagne des élections européennes. Le 14 novembre 1984, par une lettre, un militant fait connaître à J-P Stirbois son écoeurement quant au procédé employé à l'encontre de M. Pieroni.

Le 11 décembre 1984, M. Mamy demande à M. Pieroni de présider le comité de soutien aux candidats F.N dans le Var. Le responsable du FN rappelle qu'il a été sensible à l'action des amis de M. Pieroni pendant la campagne.

Le 29 décembre 1984, M. Pieroni, privé de l'investiture du FN annonce par voix de presse qu'il a quand même décidé de se présenter dans le 5e canton. Il annonce qu'il vient d'adhérer à la toute nouvelle association nationale pour le soutien de l'action de M. Le Pen.

Le 29 janvier 1985 devant la tournure que prennent les événements, M. Mamy rappelle par communiqué de presse:

«Seuls les candidats officiellement investis par le FN peuvent utiliser le nom du président Jean-Marie Le Pen ou se prévaloir de son aval ou de son soutien.»

«En plein accord avec celui-ci, toute utilisation abusive du nom de J-M Le Pen, aux fins de tromper les électeurs, sera sanctionnée par une action judiciaire immédiate»

«De ce fait dépose plainte contre M. Pieroni qui diffuse par tracts et affiches de la propagande, portant fallacieusement, la mention «avec Le Pen».»

-Confirme que M. Pieroni, déjà exclu du CNIP n'a jamais été admis à faire partie du F.N. Il laisse les électeurs seuls juges des mensonges de l'éternel candidat Pieroni.

Le même jour, *Var-Matin* titre un de ses articles sur le FN: «Cacophonie». Le journaliste du quotidien varois écrit: Le candidat Mamy ne fait pas l'unanimité, certains militants ayant décidé en sous main, de soutenir la campagne de l'indépendant M. Henri Pieroni. Ces dissidents n'apprécient pas du tout la façon dont a été remercié l'avocat, lui qui

avait mis en juin dernier, sa logistique au service de la liste du FN pour les élections européennes. Ainsi, le 14 novembre 1984 ont ils adressé une lettre à J-P Stirbois... dans laquelle ils se déclarent «complètement écoeurés de la mise à l'écart de notre plus fidèle serviteur à Toulon». Le 11 décembre suivant, afin de réduire la fronde, M. Mamy propose alors à M. Pieroni le siège de président du comité de soutien varois aux candidats FN. Mais l'avocat dédaigne ce fauteuil qui «ressemble trop à un strapontin.» Cet article se fait l'écho des problèmes soulevés autour de l'insistance de M. Pieroni à faire partie du FN, et recevoir l'investiture pour les cantonales de 1985.

Le 4 février 1985, M. Mamy déclare que le FN est une marque déposée.

Le 5 février 1985, devant la tournure des événements, et pour essayer d'apaiser le climat, Jean-Marie Le Pen écrit à M. Pieroni. Il lui rappelle qu'il ne doit pas utiliser son nom dans la campagne des élections cantonales. En effet, M. Pieroni désirait se présenter dans la cinquième circonscription avec le slogan: «pour Jean-Marie Le Pen».

Finalement, M. Pieroni se présente bien aux cantonales dans le cinquième canton, mais avec une étiquette étrangère à celle du FN.

La deuxième transition à la tête du front dans le Var ne va pas se passer dans le calme non plus. L'arrivée de Mme Piat à la tête de la fédération provoque au sein de celle-ci quelques réticences. Pour comprendre cet épisode de l'histoire du front, il est intéressant d'établir la chronologie des événements qui l'ont en partie provoqué.

Dès juillet 1985, des bruits circulent dans la fédération concernant le départ probable de M. Mamy et de son équipe. Mais c'est à l'automne que les choses se confirment.

Le 8 octobre 1985, M. Mamy convoque les responsables du FN varois à assister à une réunion que présidera J-P Stirbois à Toulon, et prévue pour le 16 octobre 1985. Le secrétaire général descend dans le Var pour rencontrer les responsables du mouvement. A la suite de cette réunion, le secrétaire général du FN adresse une lettre aux adhérents du Var pour leur annoncer la nomination de Mme Piat à la tête de la fédération du Var. Plusieurs responsables du département ainsi qu'un bon nombre de militants sont présents à la réunion. D'après un rapport, et des personnes présentes ce jour là, M. Stirbois est entouré de cinq ou six gros bras qui sont restés dans la salle pour surveiller les militants. La conférence de presse qui suit est assez animée. En effet Jean-Pierre Stirbois a empêché M. Mamy de répondre à une question posée par un journaliste. Le compte rendu de cette conférence dans *Nice-Matin* est intéressant à étudier. Le quotidien de la Côte d'Azur titre son article: «Le front National change de tête». Le journaliste écrit : Mme Piat devient secrétaire départemental. M. Bernard Mamy se retire pour raison «professionnelle» (...). La raison officielle a été annoncée par M. Jean-Pierre Stirbois au cours d'une conférence de presse (...). Ainsi en l'espace de quelques semaines, cet homme qui ne cachait pas ses ambitions, vient, pour des raisons personnelles d'y renoncer.» (...) Pourtant cet été encore, quand nous annoncions que le capitaine Pierre Sergent serait chef de file dans le Var, M. Bernard Mamy nous faisait savoir que ce serait lui et pas un autre qui emmènerait la liste FN (...) Car enfin, après des années de combats difficiles, un homme sur le point de recueillir le fruit de ses efforts ne se retire pas de cette façon.» *Var-Matin* du 23 et du 24 octobre rapporte aussi les décisions prises à l'occasion de cette réunion départementale. Le 23, le quotidien titre : Le FN change de tête, et le 24 « Mme Piat succède à Bernard Mamy à la direction du F.N dans le Var.

Faisant suite à cette réunion, une lettre signée J-P Stirbois et datée du 22 octobre, informe les militants du Var de la démission de M. Mamy, et de sa nomination au poste de responsable de la formation des cadres du parti au niveau régional.

Pourquoi M. Mamy est écarté de la direction du Front dans le Var ? A cette date, M. Mamy fait toujours partie de la direction nationale du Front. Il est en outre un personnage important au FN: ami de Jean-Marie le Pen, c'est lui qui a réalisé le meilleur résultat pour toute la France aux élections cantonales de 1985, il a aussi doté la direction nationale et

départementale de tout un système informatique, et il est le patron de la plus ou d'une des plus importantes fédérations frontistes. A ce titre, M. Mamy peut constituer un candidat idéal pour les législatives qui approchent.

Pourtant, Jean-Pierre Stirbois décide d'envoyer quand même Yann Piat dans le Var, ou plutôt de lui demander d'y retourner. En effet, Mme Piat à ses débuts a été une militante du front dans le Var. D'après les articles de journaux consacrés à son arrivée, elle n'est pas la bienvenue. A l'époque, où elle est «balancée, entre les pattes» de M. Mamy, et où la direction du Var va se faire de manière bicéphale, des affiches et tracts circulent. On peut y voir dessinée d'une façon satyrique Yann Piat sautant en parachute. Ce parachutage peut probablement s'expliquer par des querelles de pouvoir au plus haut niveau de l'appareil frontiste, notamment entre M. Mamy et M. Stirbois qui voit d'un mauvais oeil le poids que prend le futur responsable varois au sein du bureau du FN, et sur son président. Yann Piat a à ce moment pour avantage d'être proche de Jean-Pierre Stirbois, et de suivre Jean-Marie Le Pen dans ses décisions. Elle a donc toutes les qualités pour prendre en main la fédération du Var.

Pour beaucoup de militants, changer la direction du Var en pleine réussite électorale et surtout envoyer une femme à la tête d'une fédération connue pour ses méthodes «dures» sont des inepties. Les événements qui suivent confirment ces remarques. Le 23 octobre Yann Piat réunit les dirigeants et militants pour mettre en place de nouvelles structures. D'après plusieurs sources, Yann Piat commence sans avertir personne à changer l'organigramme de la fédération. Yann Piat éloigne les responsables départementaux sans les avertir, et modifie complètement l'organigramme de la fédération, et les méthodes de travail. Apparemment, d'après les lettres retrouvées, elle refuse le dialogue et lors de la réunion du 6 novembre, le bureau de la fédération est à la limite de la rupture.

A l'occasion de cette réunion, une lettre ou un discours sont rédigés par certains responsables est du Var, à l'attention de madame Piat. Les questions suscitées par la démission de M. Mamy et l'arrivée de Mme Piat sont abordées. Ces militants ne comprennent pas la démission de M. Mamy, et «l'éviction» de certains autres membres du bureau. Il ne s'agit pas pour eux de se dresser contre l'autorité de la nouvelle secrétaire, mais de comprendre son attitude. Le texte rappelle que les membres exclus, sont pour la plupart des membres «historiques», et que c'est leur travail qui a bâti les bases du FN dans le Var. Le texte demande aussi à la secrétaire départementale de travailler de façon collégiale avec tous les responsables du département.

Cette réunion se déroule dans une ambiance déplorable. Les responsables de canton quittent d'ailleurs la réunion avant sa fin. La situation dans la fédération du Var semble alors bloquée. Deux camps semblent s'opposer: ceux qui suivent Yann Piat, et les «historiques» qui sont fidèles à Bernard Mamy.

On peut se poser alors la question du fonctionnement de la fédération. D'après plusieurs témoignages, Yann Piat s'entoure pour diriger le front dans le département, de personnes peu connues et sans véritable formation ni connaissance. Un chèque émis par le trésorier de remplacement a même été rejeté, faute de provision suffisante.

Le 13 novembre, Jean-Marie Le Pen envoie une lettre personnelle à un responsable varois, pour lui demander de prêter main forte à Yann Piat dans sa nouvelle tâche.

Pendant ce temps, les opposants à des changements d'ampleur au sein de la fédération s'organisent. Une quinzaine de responsables et d'anciens du parti élaborent une motion dont nous avons pu retrouver la trace. Ces signataires se réunissent le 15 novembre et prennent les décisions suivantes:

-conserver jusqu'au lendemain des élections, les structures qui ont fait leurs preuves et que les modifications qui pourraient être souhaitables n'interviennent qu'après concertations avec les responsables et dans tous les cas après les élections.

- conserver jusqu'au lendemain des élections les méthodes de travail qui, elles aussi ont fait leurs preuves.

-que leur soient (aux responsables de canton) communiquées les listes des législatives et régionales et que, en ce qui concerne les régionales, les responsables de canton et les responsables de secteurs puissent désigner les hommes et les femmes qui leurs semblent les plus dignes de les représenter et de représenter le FN.

Dans cette motion, les signataires rappellent qu'ils souhaitent continuer à travailler aux côtés de la secrétaire départementale, même si celle-ci ne fait pas l'unanimité.

A quelques variantes près, cette situation rappelle l'arrivée de M. Mamy dans le Var, à cette différence que les différends avaient été réglés, avant une situation de crise, ce qui ne semble pas le cas pour cette fois-ci.

Le 18 novembre, Yann Piat envoie une lettre aux adhérents, pour leurs rappeler les efforts à faire en vue des élections. Dans cette lettre, elle écrit : «tous les membres du FN doivent exécuter les consignes». Cette circulaire informe aussi les adhérents de la préparation des échéances électorales, et appelle à la mobilisation. Le conflit est loin d'être réglé. Les opposants à Yann Piat en appellent à l'arbitrage de Jean-Marie Le Pen par l'envoi d'une motion en date du 28 novembre, expliquant leurs reproches au sujet de la gestion de la fédération. Cette motion est aussi adressée à Mme Piat par l'intermédiaire de Me Bouguereau.

C'est en décembre avec la publication des listes FN pour les élections que la situation va prendre une autre tournure. Le conflit larvé va s'afficher au grand jour dans les médias. Il est intéressant de tenir au jour le jour la chronologie de cet épisode de l'histoire du FN.

Le 1 décembre, *Var-Matin* publie la liste du FN pour les élections régionales de mars 1986. Le quotidien varois annonce que Mme Piat sera épaulée par M. Mamy. Sur cette liste figurent des personnes qui suivront M. Mamy à la FNV. On y retrouve M. Mamy bien sur, MM. Dryjard, Quilicci, Bonnal, Mme de Cormis, M. Molinier, Daniel Grambois, Mme Pomis, MM. Beteille, Turco, et Scmitz.

Le 5 décembre, l'annonce de la présence dans le Var d'une liste d'«Union de l'Opposition Nationale», dissidente du FN conduite par Me Pieroni vient jeter de l'huile sur le feu. A n'en pas douter, il s'agit de la part de ce «troublion» d'avocat d'une tentative de récupération des mécontents du mouvement lepéniste.

*Nice-Matin* du 6 décembre 1985, rapporte que vers 3 heures du matin, deux bâtons de dynamite ont été retrouvés devant la villa de Yann Piat. Cet événement est symbolique de la tension qui règne alors dans le milieu frontiste varois.

Le 7 décembre, *Nice-Matin* apprend : «Le FN modifie sa liste des régionales». En effet Me Bouguereau qui se trouve deuxième aux législatives est remplacé sur celle des régionales par Robert Michel. M. Dryjard disparaît de la liste des régionales. Les divergences au sein du front apparaissent au grand jour. Pourtant dans le climat politique varois, cette information ne produit pas plus d'effet qu'une simple annonce.

Le 7 décembre, *Var-Matin* annonce que le FN modifie sa liste des régionales. Pour les législatives, les trois premiers noms sont Mme Piat, M. Bouguereau, M. Belin. Pour les régionales; les dix premiers sont: Mme Piat, M. Michel, M. Mamy, M. Arion, M. Bastide, M. Quilicci, Mme Rigord, M. Carles, Mme de Cormis, Mme Cicoletta.

Les modifications par rapport à la liste publiée le 1er décembre dans les journaux portent sur la liste des régionales. Me. Bouguereau qui y tenait la seconde place, est remplacé par M. Michel.

La situation apparaît pourtant suffisamment tendue, pour que le président du F.N en personne intervienne. Le 12 décembre, Jean-Marie Le Pen adresse une lettre aux adhérents du FN du Var. Dans celle-ci, il justifie les changements intervenus à la tête de la fédération. Le président du F.N rappelle que ceux qui dirigent le mouvement sont sous sa responsabilité personnelle. Il rappelle quelques règles de fonctionnement du parti. Il précise aussi aux

militants que Mme Piat assurait déjà la fonction de secrétaire départementale avant qu'elle ne quitte le département pour les Landes (ce qui est inexact). Madame Piat a en effet appartenu au front dans le Var à ses débuts en 1983. A cette époque, et pour une courte période, elle s'occupe de la commune de Hyères et de ses environs.

Cette lettre ne produit pourtant pas les effets escomptés, puisque, le 15 décembre, *Var-Matin* dans un article titré «Zizanie au Front National» rapporte les divergences internes du parti. Il y est écrit: «mettant en cause les choix de Mme Piat pour les élections régionales huit candidats démissionnent. La nouvelle liste est à nouveau contestée.» (...) «MM. Daniel Garambois (conseiller municipal de la Seyne), JC Maistre, et G. Dryjard, les opposants à madame Piat se présentent comme des militants sincères, voulant éviter à la filleule de Le Pen de commettre des erreurs.» En effet, à leurs yeux, Yann Piat se trompe: le choix des actuels candidats et leur position sur la liste ne tiennent pas compte de la représentation géographique et des prochaines échéances. Gérard Dryjard (d'après le journaliste) parle de coup de balai donné par Piat depuis son arrivée. Il met en cause son entourage direct, dont Jean-Bernard, Damblat un conseiller venu des Landes.

En réponse aux contestataires du FN, Mme Piat annonce, dans *Var-Matin* du 17 décembre, que la liste est définitive. La nouvelle responsable du Front dans le Var choisit apparemment l'affrontement avec les signataires de la motion et les militants qui ne sont pas d'accord avec sa façon de diriger. Yann Piat, qui a le soutien de Jean Marie Le Pen et de Jean Pierre Stirbois, se sent assez forte pour aller au conflit avec une partie de sa base militante. Dans les rangs du Front, la grogne monte et s'amplifie. Un certain nombre de militants, parmi les plus anciens surtout, commence à ne plus accepter les méthodes brusques de leur nouveau secrétaire départemental. Yann Piat «parachutée» dans le Var, ne respecte pas les coutumes et veut tout changer, un peu trop vite à leur gré. Le 22 décembre 1985, un militant de la région dracénoise, (il n'est pas le seul), explique à la secrétaire départementale les raisons de son amertume. D'après lui, les militants ne sont pas assez consultés dans les changements qui affectent le Front depuis son arrivée à la tête de la fédération.

Le 24 décembre, pour se présenter aux militants du Var, et faire taire ses détracteurs, Yann Piat lance *FN 83*, le journal de la fédération destiné aux sympathisants et aux militants. Ce numéro zéro est essentiellement consacré à la nouvelle responsable, dont le portrait figure en première page.

L'année commence mal pour le Front dans le Var. En effet, la crise que connaît à ce moment ce parti, (et la tournure qu'elle va prendre) est une des plus graves rencontrées par ce parti dans le Var. Les divergences internes que rencontre la fédération du Var vont la conduire jusqu'au départ d'une partie de ses anciens cadres.

En effet, M. Mamy qui jusque là est resté discret, adresse en ce début du mois de janvier, un courrier aux adhérents du Var pour les informer que suite à la situation du FN, il a décidé de déclarer la fédération du Var autonome. Il écrit: «De nature, nous ne sommes ni rebelles, ni des fractionnistes. Nous pensons avant tout à sauvegarder le travail que vous avez accompli dans ce département et à la représentation par des militants varois et bien varois des idées nationales qui sont les nôtres. Nous refusons les parachutés. La situation étant bloquée à deux mois d'une échéance capitale, nous sommes amenés à prendre une décision grave. Nous nous séparons provisoirement de la direction parisienne et déclarons la Fédération du Var autonome.»

Les militants sont conviés le mardi 21 janvier à 18 h à une réunion. La lettre est signée, «pour les idées de Jean-Marie Le Pen».

Avec cette lettre est adressée la liste des responsables de canton de la fédération autonome. Pour la plupart, il s'agit des anciens responsables du parti dans le Var. Quelques uns d'entre eux sont les créateurs historiques de ce parti dans la Var. La fracture par son

ampleur est historique. Il ne s'agit pas d'un ou deux militants, mais d'une grande partie des responsables de la fédération.

Dans une autre lettre non datée, M. Mamy explique aux militants la situation de la fédération depuis l'arrivée de Mme Piat, et lie la mauvaise santé de l'organisation du FN à la gestion de la nouvelle responsable frontiste. Il écrit : «Agissant d'une manière incohérente, en deux mois, la madame Piat (sic), dont le mérite primordial est d'être la filleule de Le Pen, politiquement mal formée...», et encore «les militants ont entretenu plusieurs fois Jean-Marie Le Pen de la dégradation prodigieuse du mouvement dans notre département, suite aux agissements de madame Piat...». Devant cette soi-disant décadence du mouvement, M. Mamy déclare la Fédération du Var autonome, tout en continuant à vouloir soutenir le travail du président du FN. C'est un élément important de cet épisode: jamais M. Mamy et la FNV ne veulent prendre position contre Jean-Marie Le Pen. Il convient de souligner que cette lettre s'élève à maintes reprises contre le poids de Paris dans la prise des décisions au niveau local, et appelle à continuer le soutien à Jean-Marie Le Pen. La FNV se déclare toujours fidèle à ses idées et son action. Les divergences portent sur la façon d'imposer des directives aux fédérations. Cette fédération autonome d'après la lettre est soutenue par l'ancienne équipe du F.N. Celle-ci change de local pour s'installer au 1er de l'avenue Colbert, en plein centre ville. Ce local est le siège de l'Union nationale des parachutistes, l'UNP. La lettre annonce même une réunion publique de cette fédération pour le 21 janvier. Elle est suivie d'un questionnaire concernant la disponibilité et des renseignements sur les personnes désirant soutenir la fédération autonome.

Faisant suite à la création de la FNV, M. Dryjard des Garniers envoie une lettre aux adhérents du canton de Solliès-Pont, et annonce sa démission des listes de madame Piat, et son ralliement à Bernard Mamy. Il justifie sa décision par le manque de coopération de la nouvelle secrétaire fédérale, et par sa méconnaissance du fonctionnement de la fédération.

Pour répondre au courrier de M. Mamy, Yann Piat envoie le 20 janvier deux lettres de clarification aux militants du Var.

La première rappelle la «traîtrise de M. Bernard Mamy et de la poignée d'hommes qui le suivent». La nouvelle secrétaire départementale répond aux attaques de la lettre de M. Mamy, en faisant un bref historique de sa présence au sein du FN, et en rappelant rapidement les étapes importantes de sa vie pour mieux se faire connaître de ses militants. Elle évoque aussi ses liens avec le président du FN, ainsi que les raisons de sa nomination à la tête de la fédération.

La deuxième rappelle la dissidence totale de cette fédération FN autonome, et affirme que les personnes qui la soutiennent ne représentent qu'eux même et non pas le FN.

En clair, ceux qui se rangent derrière M. Mamy et la FNV agissent contre le front, et ceux qui restent avec Yann Piat restent fidèles au président du front et constituent la «branche» légitime.

Une nouvelle fois, Jean-Marie Le Pen estime la situation dans le Var assez sérieuse pour intervenir. Dans une lettre datée du 27 janvier 1986, le président du FN informe les militants varois du caractère dissident de la manoeuvre de M. Mamy et de la FNV. Le président rappelle à ses militants que la constitution de cette liste constitue une «traîtrise», et qu'un recours en justice a été engagé contre la liste «LEPEN»<sup>7</sup>. L'exclusion de M. Mamy du FN est aussi rappelée.

Le 30 janvier, Jean-Pierre Stirbois convoque Bernard Mamy à se présenter devant le conseil d'administration du FN pour répondre de ses actes. Cette lettre informe M. Mamy de son exclusion du FN. Il lui est reproché d'avoir déstabilisé le Front, en voulant créer une fédération autonome, et en tentant de saper l'autorité de Mme Piat.

---

<sup>7</sup> Ligue électorale provençale et nationaliste.

Le 4 février, J-P Stirbois présente à la salle Mozart de Toulon les listes FN aux élections régionales et législatives. Sa présence n'est pas anodine. Elle renforce le poids des listes présentées par le FN dans le Var, et permet au secrétaire général d'être présent dans ce département pour se tenir au courant de ce qui s'y passe. Sa présence illustre le rôle joué par le secrétaire général du FN dans cette transition, et son opposition à M. Mamy.

Dans un article publié le 7 février 1986, *Var-Matin* annonce que Le Pen a gagné contre LEPEN. C'est à dire que le tribunal de Toulon a tranché quant à l'utilisation par M. Mamy du sigle LEPEN sur ses affiches, ainsi que sur l'utilisation du nom de Le Pen . La justice reconnaît que M. Mamy est maintenant étranger au mouvement frontiste.

Cette condamnation n'empêche pas ce dernier de se présenter aux élections régionales à la tête du groupe d'anciens militants du FN qui sont partis à la suite de l'arrivée de Mme Piat. Leur «groupe» ou parti ne prétend plus être une fédération autonome du FN. Il en garde tout de même le sigle: FNV. L'appellation a changé: elle signifie: Fédération Nationaliste du Var. Son symbole n'est plus la flamme tricolore, mais l'olivier.

La Fédération Nationaliste revendique ses origines. Dans le tract distribué à l'occasion du scrutin du 16 mars, on peut lire que la FNV a été créée par les anciens cadres, responsables, militants du FN du département qui ont mené la campagne de 1985, et que ceux-ci sont restés totalement fidèles aux grands thèmes nationaux. C'est à dire: contrôle de l'immigration, lutte plus ferme contre l'insécurité, réduction du chômage, défense de la famille, et grandeur retrouvée de la France. La particularité de ce parti est de revendiquer son existence locale, en refusant la «main-mise» des grands leaders et partis nationaux. Son slogan est: Non à Paris et aux états-majors.

Au soir du 16 mars, les résultats obtenus par la FNV comparés à ceux du FN sont décevants. Aux régionales, la FNV arrive à Toulon tout juste à passer la barre des 1% (1,06% des suffrages exprimés), et aux législatives Bernard Mamy regroupe sous son nom 819 votants, soit 0,97% des suffrages exprimés. La FNV ne se remet pas de ces échecs, et disparaît après les élections en se transformant en groupe de réflexion. Son échec confirme l'image du FN et de son président auprès de la grande partie des militants et des électeurs. Il confirme aussi l'existence d'un vote utile au sein de l'extrême droite, le FN gardant l'image d'une représentation politique plus sérieuse.

L'époque de ces perturbations internes du FN va être riche aussi en mouvements de dissidence, et en manipulation de toutes parts. Elles ne viennent pas du Front, mais le visent. En effet, depuis la confirmation des cantonales de 1985, le FN est devenu à Toulon un mouvement politiquement important. Ses résultats, et sa présence commencent à faire de l'ombre aux partis de la droite traditionnelle, qui trouvent en lui un concurrent sérieux. Dès juin 1985, d'après quelques militants, des sources manuscrites, et des coupures de presse, des tentatives de déstabilisation sont engagées par des militants de fraîche date, contre M. Mamy, et contre le FN en général. Quelques unes de ces tentatives proviennent de la Seyne, mais à notre avis, les plus intéressantes viennent de Toulon. Quelques mois avant les cantonales, le FN récupère dans une cité HLM de Toulon, où il arrive mal à s'implanter, quelques anciens militants d'un parti de droite, et du SAC. Jusque là, rien de bien surprenant. A Toulon, et dans le Var, le front constitue un nouveau point de ralliement pour bon nombre de déçus de la droite, et d'anciens activistes laissés sans activités par la dissolution du SAC, ou d'autres mouvements «durs». Le 24 juin, ces quelques personnes, avec la présence d'autres dissidents du Var, tiennent une réunion à Toulon, dans le but de monter un «front-bis». Ces opposants citent alors comme rallié M. Pieroni. Ce dernier cherchera à présenter une liste adverse, ou dissidente au FN à l'occasion des cantonales de 1985.

Apparemment, l'existence de ces «fractionnistes» dure un moment, puisque on retrouve leur trace le 23 octobre 1985, dans les colonnes de *Var-Matin*. Il est écrit dans l'article qu'«un groupe de dissidents de la Beaucaire aurait rencontré récemment Mme Piat ;

le groupe est prêt à cesser sa dissidence sous certaines conditions, sinon, il envisage de créer un Front d'Opposition Nationale.»

Au mois de novembre de la même année, un journaliste de *Nice-Matin* écrit que Hugues d'Alauzier un des dirigeants du mouvement de contestation au sein du FN, a annoncé la veille à Marseille la création d'un FON. Au cours d'une conférence, M. d'Alauzier, un industriel et exploitant agricole du Vaucluse, a précisé que le FON ne se voulait pas une dissidence du FN ni ne cherchait une remise en cause des idées du mouvement de M. Le Pen. La présidence de ce nouveau parti reste réservée à Jean-Marie Le Pen, a ajouté M. d'Alauzier, ancien responsable du syndicat national des petites et moyennes entreprises (SNPMI) et qui a rejoint selon, lui, le FN en février dernier. Le FON, a-t'il poursuivi, entend constituer des listes pour les prochaines élections dans tous les départements où il y aura un problème au sein du FN et notamment dans le Vaucluse et en Corse.

Une lettre recommandée est adressée à ces dissidents. Elle les informe des sanctions prises à leur encontre. On y note : « Cette attitude fractionniste dépasse les limites du tolérable: le refus constant des instructions, les tentatives de scissions, la remise en question permanente des structures et des dirigeants, constitue une tentative de déstabilisation qui tend à affaiblir volontairement le mouvement de Jean-Marie Le Pen.» Ces militants sont donc exclus du FN.

D'après les sources trouvées, quelques uns de ces nouveaux militants du FN auraient été manipulés par un homme politique local et influent qui voyait d'un mauvais oeil la présence d'un FN fort à Toulon. Bien entendu, dans un domaine aussi sensible que celui-ci, il convient de rester très prudent. Toulon n'a jamais été en politique une ville calme. Il n'est donc pas absolument impossible que devant la montée subite et forte du FN, dans un paysage politique orienté à droite, voire très à droite, des tentatives de déstabilisations aient eu lieu contre le FN.

Comme souvent, c'est à nouveau une transition à la tête du FN dans le Var qui provoque une nouvelle crise interne. Cette fois, il ne s'agit pas d'un changement décidé par Paris, ou d'une querelle interne, mais d'un départ provoqué, ou d'une « trahison », selon les appréciations de chacun.

Le 12 juin 1988, à 20 h 30, Yann Piat est réélu député du Var. Elle est la seule rescapée du groupe de la trentaine des députés FN élus en 1986 au Palais Bourbon. Une fois de plus, comme en 1984 et 1985, le Var offre au FN une occasion de se démarquer et de faire parler de lui. Cette élection n'est pas anodine. Elle consacre l'implantation du Front dans le Var, et met en relief dans ce département l'importance d'un électorat contestataire favorable aux idées développées par le parti de Jean-Marie Le Pen. Si sur place cette élection sonne comme une victoire, il n'en est pas de même pour le FN. Cette victoire varoise a pour le Front un amer goût de défaite. Yann Piat est le seul député FN. Le FN a donc perdu dans toutes les autres circonscriptions dans lesquelles il présentait des candidats, ce qui confère à Yann Piat une forte responsabilité. Elle représente, seule, au Palais Bourbon pour la France l'électorat frontiste et le FN.

C'est justement cette situation qui va provoquer le départ de Yann Piat de la tête du front dans le Var. Officiellement, l'opposition entre Yann Piat et les responsables du F.N commence dans le Var le 9 octobre 1988 dans un article de *Var-Matin*. Le quotidien varois rapporte que « Jean-Marie Le Pen a annoncé hier que le cas de l'élue varoise, unique député FN, serait étudié prochainement » ». L'affrontement entre Yann Piat et le président du FN trouve ses racines dans la divergence d'opinions de la député frontiste et de son président au sujet du vote d'un projet de loi concernant le revenu minimum d'insertion (RMI). Il s'agit de verser deux mille quatre cents francs par mois à toute personne dépourvue de ressources. Un barème progressif permet de moduler cette somme en fonction des charges familiales. Alors que le FN est opposé à ce projet, Yann Piat lui est favorable.

Le 9 octobre, Yann Piat apprend son exclusion par communiqué de presse. Celui-ci sera confirmé par *Var-Matin* le 11 octobre. Prévoyant cette manoeuvre, Yann Piat avait annoncé le 10 dans ce journal à la veille de sa possible exclusion, qu'elle revendiquait l'union de la droite hors de tout parti, et qu'elle ne se considérait pas comme quelqu'un d'extrême droite. Le jour même dans l'après-midi, Yann Piat tient une conférence de presse au Palais Bourbon. Elle annonce qu'elle ne démissionnera pas de ses mandats. Dressant l'historique de ses divergences avec le FN, elle a mis en avant les trois piliers de sa stratégie: fermeté des convictions, dialogue et non ultimatum, union de la droite sans exclusion. Cette déclaration et cette conférence de presse ont leur importance. Avec du recul, elle permet de comprendre le futur passage de l'élue frontiste au sein de la droite républicaine.

Le 11 octobre, *Var-Matin* rend public ce communiqué de presse dans un article titré «Yann Piat: l'exclusion». En voici quelques extraits: «Yann Piat est exclue le 10 octobre 1988 par le bureau politique à la suite de sa prise de position en faveur du vote du revenu minimum d'insertion(...). Le bureau politique du mouvement lui a demandé de rendre ses mandats de député du Var et de conseiller régional.» Il est en effet reproché à Yann Piat plusieurs griefs: «de n'avoir pas été présente en juillet lors du vote du texte sur l'administration directe de la Nouvelle Calédonie; de n'avoir pas versé les cotisations dues au mouvement par tous les élus; d'avoir critiqué ouvertement devant des adhérents du Front les positions de Le Pen.» L'article rapporte aussi que la direction du FN a nommé M. Le Chevallier, chargé de mission exceptionnel pour le Var, afin de proposer une nouvelle organisation de la fédération en vue des prochaines échéances. Cette nomination a aussi son importance, sur laquelle il convient de revenir après une brève explication de l'éloignement de Yann Piat du Front.

Il s'agit bel et bien d'un éloignement volontaire, et l'exclusion prononcée par le bureau politique du FN arrive juste à faire bonne figure. En effet, nul dans le Var n'ignore que la responsable du front a des contacts réguliers avec la droite républicaine locale. Des accords de désistement sont même conclus pour plusieurs élections, notamment celles de 1986. La consultation du livre de Yann Piat, peut être enrichissante en plusieurs points. A la page 165, elle y raconte qu'elle est «contactée, invitée à déjeuner. La proposition est simple: quitter le front, passer par le sas du CNI, avec en prime, l'assurance de recevoir l'investiture RPR-UDF aux prochaines élections législatives. Pas moins !».

Quoi qu'il en soit, son départ du Front provoque l'arrivée de M. Le Chevallier. Jean-Marie Le Chevallier n'est pas un «nouveau» dans le Var. En 1988, à l'occasion des élections législatives il est parachuté à Fréjus dans la circonscription de François Léotard. Toujours d'après le livre de Yann Piat, ce parachutage dans le Var était destiné à défier François Léotard sur son terrain. Le Front ne dispose pas d'après Yann Piat de candidat local assez bien implanté pour faire le poids face au maire de Fréjus dans la cinquième circonscription. Cette hypothèse est probable. D'autres sources (des mauvaises langues ?) affirment que Jean Marie Le Chevallier aurait été aiguillé dans le Var pour l'éloigner de Paris et se débarrasser de lui au niveau du bureau politique. Mais on peut aussi penser que cette initiative de Paris avait pour but de surveiller les manoeuvres de Yann Piat, et gêner dans son propre fief François Léotard, pour le punir en quelque sorte des tentatives de récupération de Yann Piat. Il ne faut non plus sous estimer le rôle des relations personnelles. Nul n'ignore au sein du FN la liaison de Yann Piat avec le docteur Bachelot. Le docteur Bachelot est un ancien exclu du Front. Il s'est rapproché de la droite républicaine. Il ne faut pas sous estimer le poids de cette relation dans la décision de Mme Piat de s'éloigner de son parti d'origine.

On ne peut pas en l'état actuel des connaissances favoriser une explication plutôt qu'une autre. Toutes sont peut-être aussi valables. Pour comprendre un événement, il faut parfois se rapporter à une multitude de faits qui sont souvent étrangers les uns par rapport aux autres.

Le 11 octobre, commentant dans *Var-Matin*, la venue de Le Chevallier dans le Var, M. Arion, responsable FN local déclare: «si Jean-Marie Le Pen veut se présenter à Toulon aux municipales, il est le bienvenu, mais il n'a pas à envoyer de domestique». Le conflit est ouvert. La nomination de Jean-Marie Le Chevallier comme chargé de mission exceptionnel dans le Var provoque des remous. Elle est analysée par de nombreux responsables et militants comme un dictat de Paris.

Le 12 octobre, le conflit apparaît au grand jour dans *Var-Matin*. On peut lire qu'«après l'exclusion de Mme Piat, les membres du FN varois jugent inutile la mission de Jean-Marie Le Chevallier.» D'après M. Rivas, trésorier départemental, «La fédération varoise est parfaitement capable, seule, de se réorganiser. La mission de M. Le Chevallier nous semble inutile, car le parisianisme n'est pas forcément une bonne chose.» Alain Rivas se présente comme le secrétaire départemental par intérim. Il se dit persuadé d'être confirmé dans sa fonction.

Le lendemain, dans une conférence de presse, Jean-Marie Le Chevallier dément cette affirmation, et contre attaque. *Var-Matin* titre un article: «Front national: M. Bouguereau remplace Mme Piat.», et y rapporte les déclaration de M. Le Chevallier : «Suivant les statuts du FN, Me Bouguereau secrétaire général adjoint de la fédération varoise du FN, assurera l'intérim.» Le quotidien varois poursuit: Me Bouguereau a précisé qu'après le départ de Piat, «il n'y avait pas de changement parmi les dirigeants et les militants. La fédération fonctionne et fait bloc derrière avec son président et ses instances nationales». En parlant de l'arrivée de Le Chevallier, M. Bouguereau a annoncé que celui-ci était le bienvenu. M. Le Chevallier commentant les déclarations de la veille de M. Rivas, précise qu'«il n'y a pas d'auto désignation dans le parti».

Le journal informe ses lecteurs que le bureau de la fédération du Var sera réorganisé début novembre au cours de l'assemblée générale de la fédération présidée par Jean-Marie Le Pen.

Avec les sources disponibles pour interpréter cet événement, c'est à dire les journaux d'information, et quelques sources orales, on peut penser que l'arrivée de M. Le Chevallier provoque certains remous au sein de la fédération varoise. On peut même aller jusqu'à évoquer une division entre les «pro» Le Chevallier, qui ne voient pas d'un mauvais oeil son arrivée dans le Var, et les «anti» Le Chevallier qui trouvent sa venue imposée et inopportune. Un clivage se dessine entre certains responsables de l'époque Mamy-Piat et les militants, pour la plupart récents, qui soutiennent la venue de Jean-Marie Le Chevallier. Cette opposition est perceptible dans l'organigramme mis en place par le nouveau responsable départemental. La plupart des nouveaux cadres du FN exercent pour la première fois une responsabilité à la fédération.

Pour conclure sur les changements à la tête du FN à Toulon et dans le Var, quelques remarques s'imposent.

Ces changements ne se sont pas particulièrement passés dans le calme. Les démissions de MM. Communal et Mamy, ont été imposées, et leur départ a été prétexte à la création de mouvements «dissidents» par rapport à la direction parisienne, mais toujours fidèles aux idées et à l'image de Jean-Marie Le Pen. Le docteur Communal se rapprochera du FON, et M. Mamy déclarera la fédération FN varoise indépendante de Paris, avant de se présenter aux élections sous le sigle FNV. Pour eux, cet éloignement du front, (ils n'en resteront jamais bien éloignés), est vécu comme une sorte de déchirement. C'est une des caractéristiques des mouvements d'extrême droite: appartenant à une même famille politique, une même famille de pensée qui entretient des liens forts, mais tumultueux, les différents partis de cette famille politique, se combattent entre eux le plus souvent non pour des raisons idéologiques, mais pour des motifs politiques.

Les changements des secrétaires départementaux ne se sont jamais faits au profit de militants du département. Les secrétaires de la fédération ont toujours été parachutés. Il faut remarquer aussi que pour la plupart, les secrétaires départementaux jouissent de liens personnels avec le président du FN. Enfin, chaque changement à la tête de la fédération est suivi d'importants remaniements au sein du bureau départemental.

Cet historique montre qu'au FN, comme dans les autres partis politiques, les luttes d'influence ont toujours existé. Elles connaissent pourtant certains développements caractéristiques aux mouvements d'extrême droite. Généralement, les dissidents fondent un mouvement nationaliste concurrent, ou cherchent à se détacher de l'autorité du bureau politique. Ceux-ci, même s'ils quittent le FN, gardent toujours le contact avec le parti, ou d'autres membres du FN, exclus ou toujours inscrits. Il y a donc dans le département une certaine société nationaliste qui n'est plus inscrite au FN, mais qui n'en reste jamais très éloignée.

A ses débuts à Toulon, le FN représente quelques dizaines de militants et de sympathisants. Combien en compte-t-il dans ses rangs au moment de prendre la mairie de Toulon en 1995 ?

Cette question est importante. Derrière un chiffre, derrière quelques noms sur des cahiers, se cache cette petite foule de moins en moins anodine de ceux qui votent FN, lisent ses publications, se rendent à ses réunions, pensent FN, ou sont proches de certaines de ses idées. On ne prend pas une mairie seulement au terme d'une bonne campagne électorale, ou grâce aux faiblesses des autres candidats. L'alchimie électorale est une recette savante et complexe, qui se mijote dans le temps, à force de travail, d'obstination et de réflexion. C'est un long aboutissement. Pourquoi glisser dans l'urne un bulletin plutôt qu'un autre ? Il y a dans ce geste tout un contexte social, un poids culturel, un réflexe plus ou moins conditionné, un mouvement irréflecti, une approbation, un soutien...

Il faut comprendre par là, que l'accession à la mairie d'une équipe frontiste ne peut pas se faire sans un appui populaire stable. Sur 26.879 voix pour la liste conduite par Jean-Marie Le Chevallier, il n'y a pas bien entendu que des inconditionnels du FN, loin de là. On ne peut pourtant pas obtenir 37, 02 % des suffrages exprimés avec seulement une poignée de militants, et quelques tracts distribués sur un marché ou une place publique. Un tel résultat requiert le soutien d'un certain nombre de personnes qui partagent les mêmes idées, se rencontrent à diverses occasions, luttent pour les mêmes causes, et la mise en place d'une organisation politique bien rodée.

En 1995, à Toulon, le FN constitue une véritable contre société, avec ses propres références, ses propres habitudes, son histoire, et ses supporters aux ambitions communes. On est donc passé d'une sous-société des débuts, discrète et anecdotique, à une contre société, capable de s'affirmer haut et fort sur le devant de la scène politique et sociale comme en ce soir d'élection, où sur le carré du port d'honneur de Toulon la ferveur frontiste éclate au grand jour. Il y a là un véritable changement dans les comportements des membres de cette société, surtout en comparaison à la période «héroïque» des débuts.

En effet, les militants des débuts, malgré leur relatif isolement appartiennent tous plus ou moins à des mouvements politiques, des associations, ou au milieu des rapatriés qui ont physiquement défendu l'idée d'une Algérie française. Ces personnes possèdent un passé, des références et une certaine fraternité issue de l'action qui leur donnent au sein du FN une cohésion d'action. La guerre d'Algérie, leur guerre, leur a permis d'acquérir des connaissances dans l'implication politique. Elles tirent de cette époque, une conception très active et personnelle de l'engagement, où les références à leur parcours «là-bas» abondent. Le vocabulaire est très imagé et codé: on parle de nettoyer le terrain, de l'occuper, de travail de rat crevé, de ratisser le terrain. Les métaphores au sujet de leur engagement en Algérie sont toujours présentes dans la conversation. Il y a là de véritables signes distinctifs

dans ces habitudes de langage qui permettent de mettre à jour les traces d'une véritable sous-société, avec son histoire, ses coutumes et ses fêtes. C'est une des caractéristiques du FN, et de l'extrême droite française de se présenter comme une famille. Bien entendu, à cette époque, les Pieds-Noirs ne constituent pas le seul groupe social et culturel au sein du FN. Les autres branches de la famille nationaliste y cohabitent aussi avec plus ou moins de bonheur. Mais dans le Var et surtout à Toulon, l'importance numérique, et leur propension à s'engager en politique, font des rapatriés la composante majoritaire du FN.

La présence de ces anciens activistes, de ces défenseurs de l'Algérie française inculque à ce parti, surtout dans la région, la tradition d'un militantisme actif, et l'habitude d'agir en groupes très soudés, notamment pour les distributions de tracts sur les marchés et les sacro-saintes séances de collage. Il y a la volonté de développer une certaine logique de groupe et de provoquer et renforcer les relations humaines au sein de ce groupe politique. C'est une des particularités du FN pendant la période étudiée. Le militant tient dans le mouvement une importance primordiale, pour le développement du parti, mais aussi l'élaboration de son état d'esprit. C'est ici que l'expression entrer au FN prend toute sa dimension. On n'entre pas au FN, comme on entre en politique. On entre au FN, comme on entre en religion. Le parti recherche des militants actifs, qui n'ont pas peur de se montrer en affirmant leur couleur (politique), sur les marchés, tracts à la main. Plusieurs militants présentent la distribution de tracts en plein jour comme un «dépucelage». Cette notion donne l'impression de faire partie intégrante d'un groupe, voire d'une société avec ses propres règles et références culturelles. Le FN garde ses habitudes de groupuscule des débuts. En faire partie, c'est surtout se mobiliser contre quelque chose: le communisme, l'abandon de l'Algérie, le Gaullisme, l'immigration...

Une caractéristique du FN à Toulon, mais certainement aussi ailleurs, c'est la volonté d'afficher l'image «bon enfant» de militants dévoués, et de mettre en avant le côté «kermesse populaire» du fonctionnement du parti. Plus que les autres partis, le FN recherche à mettre en valeur le rôle du militant, mis à contribution pour faire «tourner la machine». On peut trouver l'explication de ce particularisme dans le rappel des débuts du FN, lorsque sa survie reposait sur les épaules de quelques militants isolés et actifs. En effet, son fonctionnement dépend pour beaucoup à cette époque de la générosité financière des militants et de leur dévouement. En 1983, ce sont eux qui paient les affiches, l'essence pour les déplacements, etc... En 1987, alors que le parti dans le Var commence à s'affirmer sur le devant de la scène politique, les militants sont toujours mis à contribution, pour, par exemple, acheter une photocopieuse, ou faire passer de la publicité dans le bulletin interne.

Le travail du militant ne se résume pas à coller des affiches et à donner de l'argent. Celui-ci doit aussi être présent aux multiples réunions et rencontres informelles. Ces rencontres leur permettent de se connaître, de préciser leurs espérances, et de construire une histoire commune. En août 1987, le Cercle National des Femmes d'Europe organise un voyage en Bavière. Les militants fêtent leur anniversaire ensemble dans les permanences de quartiers. Ces liens ne sont pas négligeables. Anne Tristan montre bien dans son enquête comment les sympathisants du FN se recréent des liens sociaux au sein de leur mouvement, comme si celui-ci se présentait comme un modèle idéal de société, ou même une nouvelle société, possédant ses propres règles, ses références politiques et culturelles, ses propres médias nationaux ou locaux.

On peut aussi juger du niveau de la propagation des idées et de l'avancement d'une organisation politique avec tout ce que cela sous entend de références culturelles et sociales à l'existence d'une presse forte et développée. Un parti politique qui veut s'affirmer doit posséder des journaux qui lui sont dévoués. La culture de l'extrême-droite et de la droite nationaliste s'est toujours appuyée sur la présence de journaux à forte connotation idéologique.

La publication d'un journal politique exige un double art: celui d'arriver à donner beaucoup d'importance à un groupement qui n'en possède que peu, et celui de décupler la portée des actions sur le terrain. Qui plus est un journal est le plus sûr moyen de garder le contact et de fidéliser un électorat difficile souvent à cerner.

Dans l'état actuel des recherches, un relevé exhaustif est impossible. En effet, les publications idéologiquement proches du parti de Jean-Marie Le Pen sont aussi nombreuses et variées que discrètes et anecdotiques.

*Initiative Var*, par exemple, le journal du PFN, est dès la fin des années 70 la publication de référence des milieux nationalistes et du Var. *Initiative Var* est en effet par le nombre de ses tirages le premier journal de cette catégorie.

Très vite la fédération du Var se dote d'une feuille d'information à l'usage de ses militants et de ses sympathisants proches. Cette initiative est importante. En effet, le premier responsable du Var reproche fréquemment au bureau national de le laisser dans l'ignorance des thèmes développés par le FN. Le docteur Communal rapporte dans une lettre adressée à Jean-Pierre Stirbois comment pour rédiger les premiers *FN 83*, il reprend dans les quotidiens nationalistes nationaux des informations. Ce bulletin est destiné à créer un lien régulier entre le bureau de la fédération, et les militants et adhérents, qu'il n'est pas toujours facile de réunir.

C'est pendant la période Piat, que la fédération se dote d'une revue d'information régulière.

Le premier *FN 83* est consacré presque exclusivement à la présentation aux adhérents de Mme Piat, la nouvelle responsable du Var. Les enjeux d'une tel journal apparaissent donc vite ; c'est un outil de propagande, c'est-à-dire qu'il s'agit de diffuser et faire connaître les idées du FN, d'établir des références communes et asseoir le pouvoir de ses responsables.

*National 83* sert à créer des liens supplémentaires entre le président qui incarne le mouvement, et les adhérents et leur fédération. Mais *FN 83* est aussi un outil de propagande externe. La diffusion de ce bulletin par les militants au sein de leur famille ou de leur travail, est destinée à séduire d'éventuels sympathisants.

Il est intéressant de se pencher sur la confection de ce bulletin. *FN 83* ne se trouve pas dans le réseau de distribution des kiosques. Il est envoyé par courrier aux militants qui sont abonnés. Il leur en coûte 60 francs pour l'année. Une des principales préoccupations des responsables du journal est la recherche de fonds. On peut estimer, en fonction des prix pratiqués par les imprimeurs à l'époque, que le tirage mensuel d'un journal de trois feuilles, mono-couleur, avec une photo ou deux, sur un papier de qualité variable mais moyenne, revient au alentours de 3.000 à 4.000 Francs pour 5.000 numéros, sans les frais de distribution. *FN 83*, a recours à la publicité. Les tarifs vont de 1300 Francs la demie page, à 250 Francs le seizième de page. Il est donc fait appel à la générosité des membres et sympathisants du FN. On retrouve souvent les mêmes annonceurs. Il s'agit de petits commerçants ou d'entrepreneurs proches du FN. C'est le cas de l'agence des assurances UAP à La Garde, dont le responsable est Rivas, membre du bureau de la fédération Varoise, ou de la bijouterie Bicencko à Méounes, d'une entreprise de livraison de bois de chauffage... Ce mode de fonctionnement permet de donner le sentiment d'appartenance à un même groupe social. Dans le numéro 14, cette annonce est faite: «Nous vous demandons de bien vouloir réserver, dans la mesure du possible, la priorité de vos achats et de vos transactions à ceux qui nous font confiance en participant par la publicité à la prospérité de ce journal».

Si éditer un journal de la sorte représente déjà un investissement important, et démontre une implantation locale honorable, *FN 83*, souffre encore de quelques défauts de jeunesse. La qualité de l'impression reste moyenne, et la nature changeante du papier d'un numéro à l'autre trahissent les «carences» de cette édition politique. *FN 83* est réalisé par Euro-France Editions, et celui-ci possède un numéro de commission paritaire.

Ces erreurs de jeunesse seront vite évitées avec la transformation de *FN 83* en *National 83*.

Matériellement, *National 83*, voit son nombre de pages augmenter, huit au lieu de six, et accède au monde des couleurs nationales. L'adresse à laquelle la demande d'abonnement au journal doit être renvoyée change aussi. Il ne s'agit plus de Hyères, mais de Toulon. En première page, juste sous le titre apparaissent les coordonnées de la fédération Varoise. Il est diffusé au moins à 5000 exemplaires par mois, sous la responsabilité de MM. Fahy et Lefvre. Le directeur de la publication est bien entendu, la présidente de la fédération, Mme Piat.

Trois aspects se trouvent donc dans ce bulletin varois. Le premier est la référence constante à Jean-Marie Le Pen, et le rappel de ses actions et prises de positions au niveau national. L'éditorial du numéro 13 est destiné à rappeler le combat du FN contre la presse qui ne rapporte pas toujours ses actions. Il est écrit :... «vous remarquerez que l'on n'entend et ne voit pratiquement jamais Jean-Marie Le Pen (en parlant des ondes et journaux)». Dans la rubrique «Echos», *FN 83* rapporte aussi avec les activités politiques, des anecdotes sur les concurrents du FN. Toujours dans le numéro 13, une brève indique que Jean Marie Le Pen gagne encore un procès contre des journalistes, que le FN «demande une commission, d'enquête sur les illégalités qui ont entouré la grève SNCF», et encore rapporte des interventions de R. Barre ou de J. Lang. Dans le numéro 14, la rubrique des échos consacre une «brève» au code de la nationalité, une autre au clip «blasphématoire» «Les démons de Minuit» du groupe Image. Ce clip se déroule dans une église transformée en night-club et comporte «des séquences particulièrement offensantes pour les chrétiens». Le numéro 15, titre en première page «Le Pen président», et consacre un article sur l'émission «l'Heure de Vérité» du 6 mai, à laquelle le président du FN a participé. Dans le numéro 22 de *National 83*, le titre est : «200.000 Français acclament Jean-Marie Le Pen», pour faire suite à la fête des BBR du Bourget.

Deuxièmement, le journal de la fédération, du Var, par ses sujets abordés et la teneur de ses articles se veut orienté idéologiquement. Le journal constitue donc l'organe de presse d'une véritable société qui partage les mêmes références culturelles, les mêmes idées politiques. Ces doctrines politiques sont exprimées le plus souvent dans la page «Tribune Libre», sous forme d'articles politiques ou sociologiques ou sur l'actualité.

Les références sont souvent en rapport avec l'Algérie, et sa guerre. *FN 83* numéro 14 revient sur une question écrite posée par Yann Piat au Premier ministre J. Chirac, au sujet du nombre de compatriotes encore emprisonnés en Algérie à la suite de la guerre. Le numéro 15 informe ses lecteurs de l'assemblée annuelle d'un syndicat de défense des intérêts des rapatriés. Ce même numéro rend compte de la bénédiction le 3 mai 1987 de Notre-Dame d'Afrique, «chère au coeur de tous les Algérois». La prière à Notre-Dame d'Afrique existe depuis 1841, date à laquelle elle est composée par Mgr Pavy, évêque d'Alger.

Un des autres thèmes souvent abordés par ce bulletin est la lutte contre l'avortement, par exemple dans le numéro 22 avec un article sur cette lutte en Europe, et dans le numéro 25 avec une information sur une marche nationale pour le droit à la vie à Paris le 17 janvier 1988.

On retrouve souvent des références à la culture chrétienne, et des informations au sujet de clubs ou associations chrétiens. Dans le numéro 15, une annonce est faite au sujet d'un pèlerinage organisé par Chrétien-Solidarité Var à Notre-Dame-de-Bonne-Garde à Six-Fours.

Mais *FN 83* est avant tout le journal des adhérents du FN dans ce département. Il est leur journal de liaison, et en ce sens, il rend compte des activités du FN dans le Var, au moyen de sa rubrique «la vie des cantons». On y trouve les points de rencontre pour les différents cantons de Toulon et du département, par exemple. Ces lieux sont le plus souvent des établissements de boisson, ou des restaurants, et les heures des permanences sont mentionnées. Le bulletin du FN donne souvent des informations sur des réunions, des

rencontres de tout ordre. En ce sens, il favorise les rencontres des sympathisants, et permet la naissance de liens sociaux et humains.

A la lecture de ce bulletin, on a l'impression de pénétrer dans les coutumes et les habitudes d'une sorte de société, presque familiale. Un numéro n'oublie pas la petite réception organisée dans une permanence du FN, pour fêter l'anniversaire d'un responsable. Un autre évoque une réunion en des termes exaltés: le rédacteur parle d'«ambiance chaude et fraternelle». Les réunions décrites sont propices à la rencontre d'amis (sic). Le bulletin de la fédération annonce aussi les deuils qui l'affectent, en des termes qui rappellent des liens familiaux: «Elle (en parlant de la fédération) vient de perdre l'un des siens et l'un de ses amis.», ou encore, «Patriote grand Français lui aussi, il avait sa place dans la grande famille des nationaux.».

De par la confidentialité de sa parution, de par la nature de sa réalisation, et de ses thèmes abordés, *FN 83*, puis *National 83* donnent une impression de vouloir renouer des liens et de générer un certain contact humain. Un journal est souvent le reflet d'un groupe de pensées, d'une certaine partie de la population. Cela est plus que jamais vrai pour ces publications.

Il en est de même pour *Le Patriote du Var*», mais en plus élaboré. En effet, *Le Patriote du Var*, dont le premier numéro sort le 1 février 1989, change complètement de formule: sa présentation est différente, le nombre de pages augmente et nous découvrons de nouveaux rédacteurs. On peut noter des articles d'Alain Sanders, connu au FN, pour s'occuper des questions de propagande.

Tout d'abord, *Le Patriote du Var* n'est pas édité directement par le F.N, mais par l'association loi 1901 «Les Patriotes du Var». Le journal a pour directeur de politique, Jean Marie Le Chevallier, pour directeur de la publication Jean-Claude Poulet-Dachary et pour secrétaire de rédaction le colonel Vignoud. L'impression est confiée à NPC Limoges. Ce journal a aussi un numéro de commission paritaire le 10892, et un numéro ISSN, le 1166.5092. Le premier numéro du *Patriote du Var* coûte 10 Francs. Il est en vente dans les kiosques à journaux, ce qui constitue une évolution par rapport au précédent journal. Il faut noter que *Le Patriote* ne comporte plus d'espace publicitaire.

Un changement de ligne éditoriale est à remarquer: le nouveau journal du Front est beaucoup plus orienté vers les événements politiques du Var et de la fédération Varoise que vers ceux du FN au niveau national. *Le Patriote du Var* affirme son ancrage local, en même temps qu'il révèle une plus grande maturité: on y trouve d'avantage une ligne de conduite à long terme. *Le Patriote du Var* est bien un journal partisan et combatif. Il montre un évolution dans la stratégie politique, et dans sa nature. *Le Patriote* n'est plus seulement destiné aux adhérents du FN, mais aussi à ceux qui épousent leurs idées, ainsi qu'aux éventuels sympathisants. Dans ce sens, il attaque les autres hommes politiques sur des projets politiques et des conceptions différentes de gouverner. Une des principales cibles du *Patriote* est M. Trucy le maire de Toulon, au pouvoir à l'époque. Celui-ci est attaqué quant à sa gestion de la ville, concernant notamment le marché d'assainissement des eaux, le projet au sujet du TGV, et divers aspects négatifs de la politique municipale. Le combat du *Patriote* est clair: participer à la conquête de la mairie de Toulon.

Mais plus que jamais, *Le Patriote* se veut le journal d'une certaine catégorie de la société, d'une partie de la population toulonnaise qui se reconnaît dans les actions du FN. Le journal suit l'évolution du parti à Toulon: il sent un peu plus l'organisation et le savoir faire, même si dans sa conception, il dépend d'un seul homme, M. Poulet-Dachary. Cela se répercute dans le nombre de réunions, rencontres ou conférences que celui-ci annonce. Les activités du Cercle national des femmes d'Europe y sont toujours en bonne place: celles-ci ont une réunion mensuelle. Celles de Fraternité française, ou du Cercle national des rapatriés, y figurent aussi. Des photographies agrémentent maintenant les articles. Elles montrent toujours

une assemblée nombreuse, généralement attablée, ou alors disposée comme à un auditoire. Une photographie et sa légende attirent plus spécialement l'attention; c'est dans le numéro de mars 1993 que l'on présente une table garnie. Le titre: «le beau buffet des femmes d'Europe» n'est pas sans signification. Il marque la volonté du front de se démarquer du seul terrain de la politique politicienne pour proposer une autre vision de l'engagement. Grâce à ce journal, on peut voire, comment le front, à Toulon, cherche à donner une image de convivialité, d'humanité pour attirer des personnes qui recherchent aussi autre chose qu'un simple engagement politique, ou qui y sont réticents. C'est ce qu'Anne Tristan rapporte dans son livre. Elle écrit que les militants viennent à la permanence non pas pour organiser des actions, mais surtout pour parler et se rencontrer, c'est à dire trouver une certaine chaleur humaine qu'ils ont perdue. Les militants passent à la «fédé» un peu comme ils vont au bar: par habitude, et pour y rencontrer d'autres personnes avec qui échanger des convictions. Cette manoeuvre n'est pas anodine. Elle fait partie de la stratégie du FN d'être présent partout et surtout là où les anciennes structures sociales, culturelles et politiques ont disparu. Le FN occupe le terrain laissé à l'abandon, surtout depuis la fin des années 1980. C'est en ce sens, que l'on peut parler d'une «société FN», dont les membres se fréquentent autre part et autrement que dans les traditionnels lieux de rencontre. En effet, le FN provoque et entretient ces rencontres.

*Le Patriote du Var* à l'image de l'ancien journal de la fédération reste plus que jamais le porte parole de toute une contre société qui se développe et s'affirme.

Le FN à Toulon ne se résume pas à un parti. Il est avant tout un mouvement social qui avec le temps, s'est développé et structuré. La conquête électorale ne se fait pas seulement par des tracts, des discours. Elle se réalise aussi et surtout pas la mainmise sur la culture, sur les réseaux sociaux, les groupes d'influence: c'est-à-dire qu'elle se fait par la pénétration idéologique. Ce travail politique d'infiltration est le plus long, et le plus payant. De nombreux experts politiques parlent à ce sujet de lepénisation des esprits. Ce phénomène ne se résume pas à un mot. Il trouve son illustration sur le terrain, notamment par la pénétration du FN au sein des réseaux associatifs anciens, ou par la création d'associations «amis». Cette méthode est un moyen d'amener des personnes à la politique, ou d'introduire et de développer des thèmes politiques d'une façon indirecte. Entre autres, c'est aussi le meilleur moyen de recréer un tissu social et humain qui n'existe plus dans certains secteurs, et de le détourner en sa faveur. Les associations sont des structures de proximité. Là où le vide social existe, le FN tisse sa toile. Sur Toulon, ce travail d'infiltration se révèle payant, puisque presque tout le tissu social n'existe plus, ou se délite.

C'est seulement à la fin des années 80 que le FN à Toulon, comme ailleurs commence à comprendre l'importance d'une forte implication dans la vie sociale et culturelle.

Dans cette optique, il est à l'origine de la création de plusieurs associations.

Dès ses débuts, le FN cherche à créer des liens autre que politiques entre ses adhérents ou sympathisants. La section féminine du premier bureau en 1983, est chargée d'organiser dans cette optique un bal. Des repas, et autres rencontres informelles, sont à cette époque fréquemment organisés lors de la venue d'un responsable national. Par exemple, les visites de Jean-Marie Le Pen restent prétexte à se réunir entre militants pour faire un repas. C'est à ces occasions que se créent des liens, que se font des amitiés.

Le FN profite aussi de la présence de certains de ses militants dans des associations, ou des organisations non politiques pour faire de la propagande. Des informations sur certaines de ces associations apparaissent même dans le bulletin du FN.

La date de l'assemblée d'une organisation de défense des intérêts des rapatriés est annoncée dans le numéro 15. Le parti de Jean-Marie Le Pen trouve donc dans la communauté «Pieds-Noirs» de la ville un large soutien, qui lui ouvre plusieurs horizons. Ces liens ne sont pas nouveaux dans le Var et à Toulon. De nombreux responsables et militants du PFN se

retrouvent à la tête ou dans des associations de la FURR, qui fut dans les années 70 et le début des années 80, la très puissante fédération des rapatriés dirigée par Joseph Ortiz. Yann Piat dans son livre explique comment en rencontrant les sympathisants «Pieds Noirs» du FN, ceux-ci parlent par la suite de ce parti lors de réunions entre amis. Mais plus qu'un appui électoral, la communauté des rapatriés constitue aussi de nombreuses passerelles entre le FN et d'autres partis électoraux. En effet, tous les rapatriés ne sont pas au FN, et plusieurs d'entre eux militent ou occupent des postes à responsabilité au sein notamment du PR.

En se rapprochant la communauté «Pieds-noirs», le FN n'a pas beaucoup d'efforts à faire pour accéder à toute une société solidement implantée à Toulon, avec ses références culturelles, ses réseaux de solidarité propres, ses réunions et manifestations régulières, mais surtout son histoire commune. Les regroupements de sympathisants du FN, ou les fêtes organisées par ce parti empruntent souvent aux habitudes ou coutumes des «Pieds-Noirs». Yann Piat rapporte que pour fêter son départ du Var en 1983 les militants de son secteur lui offrent un méchoui. Autour de la table ceux qui partagent la semoule et le mouton sont pour la plupart, des rapatriés. La responsable du Var assiste aussi à des messes dites en l'honneur de Notre-Dame d'Afrique.

Le FN semble également assez proche de l'ACA, l'Association des combattants d'Algérie. Cette association, est présidée par Henri Pieroni, qui entretient avec le FN des relations passionnelles et conflictuelles et figure sur la liste de soutien à la candidature de Jean-Marie Le Pen pour l'élection présidentielle de 1988.

Les relations entretenues avec la société catholique traditionaliste semblent aussi importants, notamment, avec le comité Chrétienté-Solidarité Var. *FN 83* annonce en effet ses réunions, et autres rendez-vous dans ses colonnes. Le délégué départemental est aussi sur la liste de soutien à la candidature de Jean-Marie Le Pen en 1988.

Mais très vite ces réunions informelles, ces participations à la vie d'associations donnent naissance à d'autres idées et créent d'autres dynamiques. Ce n'est que vers 1986, que le FN commence à lancer des associations proches de ses structures.

L'association «j'ai le cœur BBR» (Bleu Blanc Rouge) fait partie de ce mouvement de développement d'une société frontiste, à partir d'autres structures que celles d'un appareil politique. L'association créée par Bob Carles est typiquement varoise. Bob Carles fait partie du FN. Il se présente en 1986 sur ses listes. Le but de cette association est de développer et d'affirmer le sentiment d'appartenance nationale, en utilisant notamment un autocollant en forme de cœur, aux couleurs de la France que l'on appose sur sa voiture. Ce cœur est un signe distinctif qui permet aux personnes partageant les mêmes idées de se reconnaître et donc d'avoir le sentiment d'appartenir à une même communauté. Des militants interrogés rapportent les élans de sympathie, allant du coup de klaxon au salut gestuel, que provoque la rencontre avec une voiture aux couleurs «BBR».

L'objectif de cette association est de «défendre les valeurs traditionnelles de notre pays, préserver l'identité française, l'intégrité du territoire, lutter contre toute tentative, extérieure ou intérieure de déstabilisation de la nation, donner la préférence à la France, aux Français, à leurs entreprises, à leurs produits, clamer haut et fort notre patriotisme, sans haine, sans racisme et sans violence». L'association prétend n'afficher aucune étiquette de parti. Elle désire simplement permettre «à tous les Français, qui ne souhaitent pas s'engager politiquement, d'avoir une action utile et efficace, dans le sens de leurs idées et des traditions françaises.» Cette phrase est intéressante. Elle permet de comprendre un des mécanismes d'adhésion au FN. Indirectement, les militants nationalistes, encore non inscrits au FN sont amenés petit à petit à se rapprocher des cercles de relation de ce parti, ou à en entendre les idées. Car il n'y a pas d'important que le nombre des militants pour un parti. La propagation de son idéologie est primordiale. Dans ce but, «l'association accueille, toutes les femmes, tous les hommes qui font leur, la charte j'ai le cœur bleu blanc rouge.» Il est inscrit sur le bulletin

d'inscription que ces adhérents peuvent organiser un bureau dans leur département, dans leur ville, ou même leur quartier.. Un des objectifs de «J'ai le coeur BBR» est de générer des réunions, des cercles de discussion ou d'information, et de former ainsi avec des personnalités connues des groupes d'action et d'influence. Plusieurs formules existent pour y adhérer: membre bienfaiteur, le don est de 1.000 francs, adhésion de soutien 500 Francs, ou adhésion simple à 150 francs. La feuille d'inscription est à renvoyer à l'adresse suivante: 250 avenue J. Gasquet à Toulon.

Le Cercle national des femmes d'Europe, CNFE, fait partie de ces structures associatives que le FN met en place partout en France. Ce cercle fait suite à la section féminine. Il se crée au niveau national en 1985. Le CNFE reprend la tradition des cercles de femmes patronnesses, ou des cercles caritatifs, qui organisent des conférences, ou ont des activités à caractère humanitaire. Les actions du CNFE apparaissent dans les bulletins d'information du FN. La principale activité du CNFE dans le Var et à Toulon est d'organiser des réunions, autour d'une galette des rois, ou d'une tasse de thé. Des conférences sont aussi proposées aux adhérentes du CNFE, avec des ténors du FN, ou des intellectuels nationalistes. Mais le CNFE prend vraiment de l'importance dans la société frontiste à la fin des années quatre-vingt. Le cercle propose des actions régulières au moins une par mois. Celles-ci sont le plus souvent des conférences à caractère culturel: le 22 janvier 1993, le CNFE propose une conférence avec Yvan Blot, député FN au parlement européen sur le thème «baroque et politique» ; le 8 mars 1993 une autre conférence sur le «new age» ; ou encore sur «l'islam face à l'Europe des origines à nos jours», par Marc Albert Henry, présenté comme «un ancien des affaires algériennes». Ces réunions ne sont pas anodines: elles permettent à toute une communauté féminine proche ou sympathisante du FN de se retrouver pour aborder indirectement les thèmes chers au FN. Les réunions permettent la propagation des idées de ce parti. Le CNFE met en avant la convivialité de ses réunions, où les conférenciers sont remerciés par des buffets préparés par les membres du CNFE. Ce cercle, comme les autres, permet au FN d'attirer des personnes qui ne sont pas suffisamment politisées pour d'adhérer directement à ce parti. Le principe de fonctionnement de ce cercle est le même que celui de recrutement du FN ou de ses autres cercles. Les membres en parlent à des amies, qui en parlent à d'autres, qui un jour se laissent convaincre de venir y assister.

Remarquons qu'en mars 1993, le bureau de cette association est constitué par des personnes adhérentes au FN, dont Mme Eliane Guillet de La Brosse, déléguée adjointe au cercle.

Fraternité française est le «secours populaire» du FN. Il s'agit d'aider les déshérités en fonction d'une préférence nationaliste. D'après ses statuts, Fraternité française est une association dont l'objet est «la promotion de toutes les actions visant à aider les Français déshérités».

Fraternité française organise par exemple le 16 janvier 1988, une journée de solidarité nationale. Comme un peu partout en France, les permanences du FN sont ouvertes pendant cette journée aux déshérités, aux chômeurs, pour les dons de couvertures, de vivres, de jouets... Pour cette opération, les membres du CNFE apportent leur aide.

Le CNR, Cercle national des rapatriés est créé dans le Var en 1993, par Louis Soccoja, conseiller municipal FN à Toulon. Ce cercle voit le jour plus précisément le 20 janvier 1993, lors de la traditionnelle réunion du CNR à l'occasion de la fête des rois. Cette réunion se tient cette année à Nice, en présence de Jean-Marie Le Pen, et d'Albert Peyron, président national du cercle. Comme son nom l'indique, le CNR a pour objectif de regrouper des rapatriés et de leur proposer diverses actions. Pour adhérer à ce cercle, une cotisation de 50 Francs suffit. Cette création symbolise la volonté du FN, de se doter de sa propre organisation de rapatriés dans un département qui en a compté et en compte encore plusieurs. Le bureau du CNR du

Var est composé de 5 responsables: un délégué, un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier et un trésorier adjoint. Remarquons la présence parmi ses membres de plusieurs anciens internés politiques, d'un ancien membre du Comité de Salut Public et de l'abbé Georges Dhamar.

On peut aussi noter la présence dans le Var du Cercle national des gens d'armes animé par le colonel Jean-Jacques de Gérardin, de celui des Anciens combattants. Dans l'état actuel des connaissances, il n'est pas possible d'apporter plus de renseignement sur ces deux cercles.

C'est incontestablement avec l'arrivée de M. Le Chevallier que le FN se dote à Toulon et dans le Var de nouveaux cercles ou associations. Pour deux raisons: c'est maintenant une priorité nationale pour le FN que de développer ce secteur; ensuite cette tactique est pour le nouveau responsable varois l'occasion de tisser sa toile sur Toulon en vue des municipales.

Le 16 février 1989, est créée l'association «Les Patriotes français». Elle a pour principal objet la publication du nouvel organe du FN dans le Var: *Le Patriote varois*.

Le Front anti-chômage est aussi lancé au début des années 1990. Animé par M. Vidal, il est surtout, une sorte de club d'entraide, grâce auquel les chômeurs nationalistes permettent d'accéder à un réseau d'entreprises amies qui sont susceptibles de les embaucher.

A la fin de l'année 1993, l'association «Mieux Vivre à Toulon» est créée. Le but de cette association est de préparer le FN pour les élections municipales de 1995, voire de préparer toutes les élections. «Mieux Vivre à Toulon» doit permettre la création de commissions para-municipales et la création d'un comité de soutien en vue de l'élaboration de la liste pour les municipales. Il est important de constater que les responsables de cette association sont les responsables du FN dans le département, ainsi ceux que d'autres associations amies. Le président est M. Le Chevallier, les vice-présidents sont MM. Lunardelli et Nachin, le secrétaire est Louis Soccoja, la trésorière Mme de La Brosse.

La période précédant les municipales de 1995 est pour le FN une période d'intense activité. On sent bien au sein de la fédération que l'hôtel de ville n'est plus aussi éloigné qu'autrefois. Le FN cherche à imposer sa présence partout et à profiter de l'élan de désaffection de la droite traditionnelle à la suite de l'assassinat de Yann Piat, et du climat malsain qui règne dans le département. C'est le principe de l'association «Mains propres dans le Var», lancée à la fin de l'été 1994. Le 12 août 1994, cette «opération politique» est lancée par l'édition d'un tract, dont le titre est: «Pour une opération main propre dans le Var». Celui-ci explique que «depuis plus de six mois maintenant, en fait depuis l'assassinat de Yann Piat le 25 septembre dernier, la Var fait la une de la presse, de la radio et de la télévision, en des termes dont nous nous passerions bien». Trois thèmes y sont développés: le caractère méprisable du personnel politique, «le RPR ne lave plus blanc» et «faire confiance au FN».

C'est le 2 septembre 1994, que la charte en cinq points de l'association «Mains propres dans le Var» est publiée. Cette association a pour but de proposer aux élus une certaine moralisation de la vie politique à l'occasion des élections municipales de 1995. L'objet de cette association est «d'agir par tous les moyens appropriés, pour la transparence et la moralisation de la vie politique dans le Var». En fait, elle existe seulement pour essayer de distinguer les candidats FN des autres. En effet, les candidats doivent s'engager à respecter une charte qu'il signent. La création de cette association est symbolique. Elle montre que le FN désire prendre l'initiative, en utilisant le thème de la lutte contre la corruption pour se démarquer. Le texte est clair: «En souscrivant à ces points, les candidats prouveront leur réelle volonté d'oeuvrer à la moralisation de la vie politique dans notre département, leur souci de transparence financière et gestionnaire et leur indépendance absolue par rapport aux sociétés secrètes ou groupes d'influence.»

Voici l'engagement que les candidats doivent signer: « Je soussigné \_\_\_\_\_, candidat tête de liste aux élections municipales dans la commune de \_\_\_\_\_, m'engage solennellement, dans le cas où je serais élu maire, à

1/ respecter mes électeurs en appliquant scrupuleusement le programme sur lequel j'aurai été élu en tenant mes engagements électoraux;

2/ rester libre et indépendant à l'égard des groupes d'influence ou des sociétés secrètes (type franc maçonnerie), évitant ainsi de me mettre dans la situation de trahir mes électeurs pour déférer à des consignes ou des ordres occultes;

3/ assurer la plus grande transparence dans la gestion municipale, rendant notamment les processus et les conditions d'attribution des marchés publics accessibles à tous les citoyens qui en feraient la demande;

4/ rendre accessibles les comptes des associations subventionnées par la ville et justifier l'attribution des subventions;

5/ publier l'état de mon patrimoine au début et à la fin de mon mandat municipal.

L'évolution du FN, mais surtout celle de ses sympathisants et militants n'est pas surprenante. Dès sa naissance, ce parti, surtout dans la région, contient en gestation ses spécificités. Le FN à Toulon, et dans le Var est constitué à ses débuts principalement de rapatriés qui ont défendu physiquement la cause de l'Algérie française, ou de militants nationalistes pour qui l'engagement politique est forcément «musclé». Ces deux conceptions se rejoignent. On y retrouve une certaine forme de solidarité dans l'action, une volonté de se présenter comme un groupe constitué et fort face à un danger: peur de perdre une nouvelle fois sa patrie, ou méfiance des autres partis politiques. Il y a surtout la prédominance de valeurs politiques et culturelles communes. Ces valeurs sont pour certaines opposées à la nature de la société Française, voire à son mode de gouvernement, ou à l'évolution de ses moeurs par rapport à des question morales ou d'identité. Tout cela, ajouté à un faible effectif, favorise le besoin de travailler en commun, et la nécessité de ne pas toujours agir sous les feux des projecteurs. Cette société des militants FN se résume au début dans le Var à une poignée d'hommes. Le FN est alors un groupuscule, dont l'existence reste fragile. Mais ces personnes partagent tous plus ou moins une volonté politique forte, souvent minoritaire et non reconnue, voire combattue par la majorité des citoyens. On peut donc comprendre que ces militants, dont le désir est de voir leur idées s'affirmer au devant de la scène politique et intellectuelle, s'affirment comme une «sous-société».

Pendant toute la période étudiée, à Toulon, cette «sous-société» se développe et prend de l'ampleur en même temps que les résultats du FN ou que l'évolution de son organisation. Tout cela est fortement lié. La sous-société frontiste apparaît avec les années de moins en moins comme un groupe secret ou discret. Avec le succès de 1984, la médiatisation du FN et de ses idées, mais surtout avec une certaine affirmation de sa présence sur les marchés pendant les campagnes électorales, avec le développement d'une presse locale favorable, et d'associations ou de cercles proches voire dépendant de lui, le FN cherche à présenter son parti, comme un «parti-société» et à proposer son modèle de société comme une «contre société». Celle-ci s'affirme à Toulon de manière forte au début des années quatre-vingt-dix. C'est à ce moment, que le FN soutenu par un appareil politique plus fort que par le passé peut appuyer des initiatives d'infiltration de certains cercles de la société, et monter ses propres liens sociaux, à travers, les activités proposées par ses différentes branches: voyages, conférences, repas-débat, soirées dansantes, camps de vacances, journaux et livres, solidarité....

Deux images sont à retenir pour illustrer ces propos: celle des militants du début qui sont obligés de s'imposer par la force pour coller des affiches dans Toulon; et celle de ces militants, sympathisants ou proches qui le soir de l'élection à la mairie de Jean-Marie Le Chevallier envahissent naturellement et sans complexe le carré d'honneur du port, pour laisser échapper leur satisfaction...